

SANTÉ, INFRASTRUCTURES FERROVIAIRES
ET ACCÈS À L'EAU POTABLE

Le gouvernement examine plusieurs projets

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé hier une réunion du Gouvernement consacrée à plusieurs dossiers stratégiques touchant à la santé publique, aux infrastructures ferroviaires et à l'approvisionnement en eau potable. Cette réunion s'inscrit dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des orientations du président de la République visant à renforcer les services publics, soutenir le développement économique et améliorer les conditions de vie des citoyens sur l'ensemble du territoire national. P 3



DEMANDE MONDIALE
DE PÉTROLE

L'AIE révisé à la baisse ses prévisions

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a revu sensiblement ses prévisions pour le marché pétrolier mondial en 2026, conséquence directe des perturbations provoquées par la guerre en Iran et de leurs répercussions sur l'économie mondiale. Dans son rapport publié hier, l'organisation dresse le portrait d'un marché toujours fragilisé, marqué par un recul simultané de la demande et de l'offre, un niveau historiquement faible des stocks mondiaux et une reprise qui reste étroitement liée à l'évolution de la situation géopolitique au Moyen-Orient.

P 2

RECU DES INCENDIES DE
FORÊT POUR LA DEUXIÈME
ANNÉE CONSÉCUTIVE

Le dispositif de prévention porte ses fruits

L'Algérie enregistre une évolution encourageante dans la lutte contre les incendies de forêt. Après plusieurs années marquées par des sinistres dévastateurs ayant causé d'importantes pertes en couvert végétal et en biodiversité, les années 2024 et 2025 ont connu une baisse sensible du nombre d'incendies ainsi que des superficies parcourues par les flammes. Une amélioration que les responsables attribuent au renforcement du dispositif national de prévention, à la mobilisation des différents secteurs concernés et à l'introduction de nouvelles technologies de surveillance.

P 5

LÉGISLATIVES DU 2 JUILLET

Les candidats appellent à une participation massive

Les partis politiques et les candidats engagés dans la course aux prochaines élections législatives, prévues le 2 juillet prochain, intensifient leurs activités de proximité et leurs meetings à travers le pays. Au neuvième jour de campagne, les principales formations ont mis l'accent sur la nécessité d'une forte mobilisation citoyenne afin de renforcer les institutions élues et d'accompagner les efforts de développement engagés par l'État.

P 5

MARBRE ET PIERRES NATURELLES
**Les entreprises algériennes
invités à participer au
Marmomac 2026** P 2

LE MINISTRE DES MINES REÇOIT
UNE DÉLÉGATION DE HUAWEI
**Vers l'introduction de
nouvelles technologies** P 3

TRANSPORT AÉRIEN
**Air Algérie lance sa nouvelle
ligne Alger-Libreville
(Gabon)** P 4

JOURNÉE NATIONALE DE LA VACCINATION 2026

L'Algérie réaffirme son engagement

À l'occasion de la Journée nationale de la vaccination 2026, célébrée le 17 juin sous le slogan « Préserver les acquis, protéger les générations futures », le ministère de la Santé a réaffirmé l'importance stratégique de la vaccination dans la prévention des maladies infectieuses et la protection durable de la population. Organisée à Alger, cette rencontre a permis de mettre en lumière les acquis du Programme élargi de vaccination (PEV), considéré comme l'un des piliers de la politique nationale de santé. Les travaux ont porté sur plusieurs thématiques majeures, notamment la vaccination de l'enfant, de la femme enceinte et de l'adulte, ainsi que sur les défis liés au maintien d'une couverture vaccinale élevée sur l'ensemble du territoire national. Les participants ont également débattu de l'introduction de la vaccination contre le papillomavirus humain (HPV), de la prévention du Virus respiratoire syncytial (VRS) et du développement de stratégies de vaccination tout au long de la vie. Cette journée a aussi été l'occasion de souligner la nécessité de préserver les acquis enregistrés par l'Algérie en matière de santé publique et de renforcer la mobilisation des professionnels de santé face aux risques de ré-émergence des maladies évitables par la vaccination. En marge de l'événement, un hommage a été rendu à plusieurs figures de la vaccinologie et de la santé publique ainsi qu'à des professionnels de santé de première ligne pour leur contribution au succès des campagnes de vaccination. À travers cette célébration, le ministère de la Santé a rappelé que la vaccination demeure un investissement essentiel pour la santé, le développement humain et la protection des générations futures.

R.E.

DEMANDE MONDIALE DE PÉTROLE

L'AIE révisé à la baisse ses prévisions

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a revu sensiblement ses prévisions pour le marché pétrolier mondial en 2026, conséquence directe des perturbations provoquées par la guerre en Iran et de leurs répercussions sur l'économie mondiale. Dans son rapport publié hier, l'organisation dresse le portrait d'un marché toujours fragilisé, marqué par un recul simultané de la demande et de l'offre, un niveau historiquement faible des stocks mondiaux et une reprise qui reste étroitement liée à l'évolution de la situation géopolitique au Moyen-Orient.

Par S.R.

La principale révision concerne les perspectives de consommation mondiale. L'AIE prévoit désormais une baisse de la demande pétrolière de 1,1 million de barils par jour (mb/j) en 2026 par rapport à l'année précédente, contre une diminution de seulement 420 000 barils par jour envisagée dans son rapport de mai. La demande mondiale devrait ainsi s'établir à 103,3 millions de barils par jour. Selon l'agence, cette dégradation est principalement imputable aux conséquences économiques du conflit iranien, à la flambée des prix de l'énergie et aux perturbations logistiques qui ont affecté les échanges internationaux. La hausse des coûts énergétiques a particulièrement pesé sur les principaux pays importateurs, notamment en Asie, où plusieurs économies ont fortement réduit leurs achats de pétrole brut. L'offre mondiale devrait également enregistrer un recul significatif. L'AIE estime que la production mondiale diminuera de 3,9 millions de barils par

jour pour atteindre 102,4 millions de barils quotidiens. Malgré cette contraction, l'écart entre l'offre et la demande tend à se réduire. Le déficit du marché est désormais évalué à 920 000 barils par jour, contre 1,7 million de barils par jour dans les projections précédentes. Le secteur du raffinage subit lui aussi les effets de cette conjoncture difficile. L'activité mondiale des raffineries devrait reculer de 2 millions de barils par jour en 2026 pour s'établir à 82 millions de barils quotidiens. Cette baisse est liée à un net ralentissement observé au deuxième trimestre dans plusieurs régions stratégiques, notamment en Chine, au Moyen-Orient, en Eurasie et dans plusieurs pays asiatiques hors OCDE. L'AIE souligne toutefois qu'un tournant important est intervenu avec la conclusion récente d'un accord entre les États-Unis et l'Iran destiné à mettre fin au conflit qui a fortement perturbé les marchés énergétiques. L'annonce de cet accord, conjuguée à la mobilisation des réserves stratégiques de plusieurs pays consommateurs, a contribué à apaiser les tensions. Le Brent est ainsi repassé sous le

seuil des 80 dollars le baril après plusieurs semaines de forte volatilité. Les premiers signes de normalisation apparaissent également dans le Golfe. Après avoir fortement reculé au plus fort de la crise, les flux pétroliers transitant par le détroit d'Ormuz ont commencé à se redresser. Les volumes acheminés sont passés de 9,6 millions à près de 12 millions de barils par jour durant le mois de juin. Cette reprise demeure toutefois progressive, l'agence soulignant que le retour complet des exportations du Golfe nécessitera encore des opérations de déminage des voies maritimes et une réorganisation des chaînes d'approvisionnement. La crise a également redessiné les flux commerciaux mondiaux. Les pertes d'approvisionnement en provenance du Golfe ont été partiellement compensées par l'augmentation de la production hors OPEP+, notamment dans les Amériques. Les exportations du bassin atlantique vers les marchés situés à l'est du canal de Suez ont ainsi progressé de 3,5 millions de barils par jour depuis le début du conflit.

FORMATION DANS LES MÉTIERS DU BÂTIMENT

Un grand intérêt chez les jeunes à Bejaïa

Les métiers du bâtiment continuent de susciter un grand intérêt auprès des jeunes dans la wilaya de Bejaïa, où plus de 1.150 stagiaires poursuivent actuellement une formation dans différentes spécialités liées à ce secteur au niveau des centres et instituts de la formation professionnelle, a-t-on appris, mercredi, auprès de la direction concernée. La directrice de la formation et de l'enseignement professionnels à Be-

jaïa, Fatiha Redaoui, a indiqué à l'APS, à l'issue d'une conférence qu'elle a animée en marge de la 2e édition du salon national du bâtiment et de l'immobilier (Bâti Pro) qui se tient du 13 au 17 juin en cours, que son secteur compte actuellement 1.158 stagiaires en formation dans les métiers du bâtiment, toutes spécialités confondues. Elle a ajouté qu'à l'issue de la session de février dernier, plus de 500 stagiaires ont décroché leur diplôme

de formation professionnelle dans les différentes spécialités relevant des métiers du bâtiment. Le secteur du bâtiment a recruté plus de 5.900 diplômés de la formation professionnelle durant l'année 2025 dans la wilaya, a souligné Mme Redaoui, indiquant que ce secteur demeure l'un des principaux pourvoyeurs de postes d'emploi. Elle a mis l'accent, lors de sa conférence, sur l'impact de la qualité de la formation sur la qualité des réalisa-

tions, assurant que cela améliore la durabilité des ouvrages et réduit les coûts des réparations et de la maintenance. La directrice a également appelé à développer des partenariats avec les entreprises activant dans le secteur du bâtiment et de l'immobilier, à promouvoir l'entrepreneuriat et à valoriser les métiers auprès des jeunes.

R.E.

MARBRE ET PIERRES NATURELLES

Les entreprises algériennes invités à participer au Marmomac 2026

Par Z.R.

L'Algérie prendra part à la 60e édition du salon international Marmomac, l'un des plus importants rendez-vous mondiaux dédiés à l'industrie du marbre et des pierres naturelles, qui se tiendra du 22 au 25 septembre 2026 à Vérone, en Italie. À cette occasion, le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations a lancé un appel aux opérateurs économiques algériens activant dans la production et la transformation du marbre et des pierres naturelles afin de participer à cet événement de référence. Considéré comme la principale vitrine in-

ternationale de la filière, Marmomac couvre l'ensemble de la chaîne de valeur du secteur, depuis l'extraction des matériaux jusqu'à leur transformation et leur commercialisation, en passant par les technologies de façonnage, les équipements industriels et les solutions innovantes destinées aux professionnels. Pour les entreprises algériennes, cette manifestation représente une opportunité stratégique de promouvoir leur savoir-faire, de valoriser les ressources nationales et d'explorer de nouveaux débouchés à l'international. Le salon réunit chaque année des producteurs, investisseurs, architectes, designers et fournis-

seurs de technologies venus des quatre coins du monde, offrant ainsi un environnement propice au développement des affaires et à la conclusion de partenariats. Le salon Marmomac constitue également une plateforme d'échanges professionnels et de diffusion des dernières tendances en matière de design, d'innovation et de transformation industrielle. Les participants pourront découvrir les évolutions technologiques du secteur, échanger avec des experts internationaux et participer à diverses conférences, expositions et rencontres spécialisées. Le ministère souligne que cette participation s'inscrit dans la stratégie nationale de

promotion des exportations hors hydrocarbures et de diversification de l'économie. Elle vise notamment à renforcer la présence des produits algériens sur les marchés internationaux et à soutenir les entreprises nationales dans leur démarche d'internationalisation. Les opérateurs intéressés sont invités à s'inscrire auprès des services concernés afin de prendre part à cette manifestation internationale, qui constitue une vitrine privilégiée pour mettre en valeur le potentiel de l'industrie algérienne du marbre et des pierres naturelles et nouer des contacts avec des acheteurs et partenaires internationaux.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

SANTÉ, INFRASTRUCTURES FERROVIAIRES ET ACCÈS À L'EAU POTABLE

Le gouvernement examine plusieurs projets

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé hier une réunion du Gouvernement consacrée à plusieurs dossiers stratégiques touchant à la santé publique, aux infrastructures ferroviaires et à l'approvisionnement en eau potable. Cette réunion s'inscrit dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des orientations du président de la République visant à renforcer les services publics, soutenir le développement économique et améliorer les conditions de vie des citoyens sur l'ensemble du territoire national.

Par Réda Hadi

Au cours de cette réunion, le Gouvernement a examiné un projet de décret exécutif portant sur les conditions et modalités de prescription et de dispensation des produits pharmaceutiques destinés à la médecine humaine. Ce texte constitue une nouvelle étape dans la modernisation du système national de santé et dans l'encadrement de l'utilisation des médicaments en Algérie. L'objectif principal de cette réforme est de définir avec précision le cadre d'intervention des professionnels de santé au sein des établissements publics et privés afin de garantir une utilisation rationnelle, sécurisée et conforme aux normes de santé publique. Les autorités entendent ainsi renforcer la traçabilité des médicaments, améliorer la qualité de la prise en charge des patients et prévenir les pratiques susceptibles de mettre en danger la santé des citoyens. Cette nouvelle réglementation intervient dans un contexte marqué par l'évolution rapide des pratiques thérapeutiques, la diversification des produits pharmaceutiques disponibles sur le marché et l'apparition de nouveaux défis liés à la contrefaçon, au mésusage des médicaments et au détournement de certaines substances sensibles. À travers ce dispositif, le Gouvernement ambitionne de consolider le système national du médicament et de l'adapter aux standards modernes de ges-

tion sanitaire.

Les membres du Gouvernement ont également examiné un projet de décret exécutif portant déclaration d'utilité publique de l'opération relative à la réalisation de nouveaux tronçons de la ligne ferroviaire Alger-Tamanrasset. Il s'agit des segments El-Meniaâ-In Salah et In Salah-Tamanrasset, deux maillons essentiels d'un projet structurant appelé à transformer durablement le paysage économique et logistique du pays.

Le tronçon El-Meniaâ-In Salah s'étend sur 410 kilomètres, tandis que celui reliant In Salah à Tamanrasset couvre une distance de 676 kilomètres. Ces deux sections s'inscrivent dans le vaste projet de la ligne ferroviaire Alger-Tamanrasset, dont la longueur totale dépassera les 2.400 kilomètres.

Considéré comme l'un des plus importants projets d'infrastructures ferroviaires du continent africain, ce chantier vise à renforcer l'intégration territoriale entre le nord et le sud du pays, à faciliter le transport des personnes et des marchandises et à soutenir l'exploitation des ressources économiques des régions traversées. Il contribuera également à désenclaver plusieurs zones sahariennes et à réduire les coûts logistiques liés au transport routier. Au-delà de son impact sur la mobilité, cette infrastructure est appelée à jouer un rôle majeur dans la promotion de l'investissement, le développement du tourisme saharien et la création de nouvelles oppor-

tunités économiques dans les Hauts Plateaux et le Grand Sud. Les pouvoirs publics misent ainsi sur le rail comme levier stratégique de développement régional et de croissance inclusive.

Par ailleurs, la réunion a permis de faire le point sur l'état d'avancement de plusieurs projets liés à l'alimentation en eau potable, un dossier considéré comme prioritaire par les autorités publiques, particulièrement à l'approche de la saison estivale. Le Gouvernement s'est notamment enquis des travaux de réalisation et de raccordement des infrastructures situées en aval de la station de dessalement d'eau de mer d'Alger Ouest, implantée à Fouka. Ce projet figure parmi les investissements stratégiques engagés par l'État pour renforcer la sécurité hydrique de la capitale et des wilayas environnantes, dans un contexte marqué par les effets du changement climatique et la raréfaction des ressources conventionnelles en eau. Les membres du Gouvernement ont également examiné l'avancement des travaux destinés à assurer l'alimentation en eau potable de la localité frontalière de Tin Zaouatine, dans la wilaya d'In Guezzam, à partir du champ hydrique de Tanezrouft. Ce projet revêt une importance particulière pour l'amélioration des conditions de vie des populations du Grand Sud et pour le renforcement des infrastructures de base dans les zones éloignées.

ORAN

Sonelgaz raccorde 121 nouveaux projets d'investissement à l'électricité

La société Sonelgaz de la wilaya d'Oran a procédé, durant l'année 2025 et le début 2026, au raccordement de 121 nouveaux projets d'investissement au réseau électrique et 74 autres au réseau de gaz naturel, dans le cadre du soutien à l'investissement et du renforcement des infrastructures énergétiques destinées à accompagner l'activité économique à travers la wilaya, a indiqué le directeur de la distribution Es-Senia, Mohamed Hadj Naas. Lors d'une présentation consacrée au bilan annuel de la direction, le même responsable a précisé que la wilaya d'Oran, en tant que pôle industriel et économique majeur, bénéficie d'une attention particulière en matière d'approvisionnement énergétique au profit des investisseurs et de garantie de la continuité de l'activité productive, soulignant que ses services œuvrent à répondre aux besoins croissants des projets d'investissement à travers les différents espaces économiques. Dans ce contexte, M. Hadj Naas a an-

noncé l'achèvement de deux projets importants portant sur le raccordement des zones industrielles de Bethioua et Tafraoui au réseau électrique, renforçant ainsi leur capacité à attirer de nouveaux investissements. Il a également fait état du raccordement de la zone industrielle de Bethioua au réseau de gaz naturel, afin de créer les conditions favorables au développement des activités industrielles. Il a indiqué que 16 kilomètres de réseaux électriques ont été réalisés au profit de la zone industrielle de Bethioua pour un montant de 136 millions de dinars. Par ailleurs, 13,1 kilomètres de réseaux ont été réalisés pour raccorder la zone industrielle de Tafraoui à l'électricité, pour un coût de 71,64 millions de dinars. Plus de 126 millions de dinars ont également été consacrés au raccordement de la zone industrielle de Bethioua au gaz naturel. Concernant les zones d'activités, le responsable a fait savoir que la zone d'activités de Boutlelis a été alimentée en électricité grâce à la réalisation d'un réseau de

distribution de 15 kilomètres. Il a ajouté que la zone d'activités de Hassi Benokba a été raccordée au réseau de gaz naturel, ce qui permettra d'améliorer les conditions d'exploitation de ces espaces économiques.

Dans le cadre de l'accompagnement des micro-entreprises et des porteurs de projets, trois mini-zones industrielles situées à Misserghine, Aïn El Bia et Tafraoui ont bénéficié d'un raccordement intégral aux réseaux d'électricité et de gaz, en concrétisation du plan national visant à offrir un environnement propice à la création d'entreprises et à l'extension des activités économiques.

Selon le même responsable, la wilaya d'Oran dispose de cinq zones industrielles, dont trois sont raccordées aux réseaux d'électricité et de gaz, à savoir Arzew, Hassi Ameur et Es-Senia, tandis que les zones de Haï Nedjma (ex-Chteibo) et de Tafraoui sont alimentées uniquement en électricité.

R E.

LE MINISTRE DES MINES REÇOIT UNE DÉLÉGATION DE HUAWEI

Vers l'introduction de nouvelles technologies

Le ministre des Mines et des Industries minières, Mourad Hanifi, a reçu, hier, une importante délégation de cadres dirigeants de la firme technologique chinoise internationale Huawei, avec laquelle il a discuté de l'intégration de solutions technologiques dans l'exploration, l'analyse et l'exploitation minières, indique un communiqué du ministère.

Lors de la réunion, tenue en présence de la secrétaire d'Etat auprès du ministre des Mines et des Industries minières, chargée des Mines, Karima Bakir, ainsi que de cadres du ministère, les experts de Huawei ont présenté un exposé technique sur l'introduction des nouvelles technologies dans la chaîne de valeurs minière. Au cours de cette présentation, l'équipe d'experts a présenté sa vision globale, articulée autour du concept de Smart Mining (Exploitation minière intelligente), précise le communiqué. Les échanges ont mis en lumière des solutions à fortes connotations technologiques, adaptées aux défis environnementaux et opérationnels, tels que le réseau sans fil 5G et l'IA. Il a été question, notamment, de l'intégration de ces solutions technologiques et des infrastructures de télécommunication, en vue d'accroître l'efficacité des processus d'exploration, d'analyse et d'exploitation minière, ajoute le texte.

La formation spécialisée et le renforcement des capacités technologiques des cadres et ingénieurs du secteur minier algérien a été un axe important lors des échanges entre les deux parties, selon le communiqué. M. Hanifi a fait remarquer que l'intégration de ces technologies peut constituer une double optimisation pour l'industrie nationale et garantir un accroissement substantiel de l'efficacité opérationnelle et managériale, ainsi qu'une réduction drastique de l'exposition humaine aux risques de terrain. Le ministre s'est félicité de la qualité des propositions présentées, et a réaffirmé la ferme volonté de l'Etat de faire passer le secteur des mines, du simple stade de l'extraction brute, à celui de la maîtrise du processus industriel global, et ce, conformément aux hautes orientations du président de la République et aux énoncés édictés par la nouvelle législation minière. Les deux parties sont convenues de mettre en place un groupe de travail technique conjoint afin d'explorer la faisabilité de l'implémentation de projets pilotes sur des gisements nationaux stratégiques, en adoptant les solutions proposées, porteuses de fortes valeurs technologiques ajoutées, selon la même source.

R E.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Lancement de la plateforme du Cadre national des certifications et qualifications

Le ministère de l'Enseignement supérieur a annoncé, hier, le lancement de la version expérimentale (bêta) de la plateforme numérique dédiée au Cadre national des certifications et qualifications (CNC). Cet outil, explique le ministère dans un communiqué, constitue un dispositif de référence pour la description et la classification des diplômes de l'enseignement supérieur et de la formation, sur la base de niveaux de compétences et d'acquis d'apprentissage associés à chaque diplôme universitaire. Ces acquis englobent notamment les connaissances, les compétences, les comportements, l'autonomie, le sens des responsabilités ainsi que les capacités de communication. La même source a expliqué que le Cadre national des certifications et qualifications a pour objectif de classer les diplômes et les qualifications académiques, de définir avec précision les niveaux de formation et les compétences correspondantes, tout en facilitant la comparaison des certifications aussi bien à l'échelle nationale qu'internationale. Cette initiative vise également à renforcer l'adéquation entre les formations universitaires et les exigences du marché du travail, en mettant davantage en valeur les compétences professionnelles acquises par les étudiants tout au long de leur parcours académique. Elle permettra par ailleurs de mieux identifier les connaissances et savoir-faire associés à chaque niveau d'études. Le ministère souligne que le lancement de cette plateforme numérique représente une étape importante dans la construction d'un système d'enseignement supérieur plus transparent, plus lisible et plus fiable.

R.E.

UNE CAMPAGNE QUI CÉLÈBRE L'ALGÉRIE, SES TALENTS ET LES LIENS HUMAINS QUI RAPPROCHENT LES CŒURS
Ooredoo lance sa nouvelle campagne de communications « **تكونيكي لقلوب** »

Fidèle à sa vocation d'entreprise innovante, Ooredoo Algérie lance sa nouvelle campagne de communication « **تكونيكي لقلوب** », une campagne à forte dimension émotionnelle qui met en lumière les valeurs de proximité, de partage et de fierté nationale qui unissent les Algériens. À travers cette nouvelle campagne, Ooredoo rappelle que la connectivité dépasse la dimension technologique pour devenir un moyen de créer des liens entre les personnes, rapprocher les générations, partager des émotions communes, qui font la richesse de la société algérienne. Avec « **تكونيكي لقلوب** », Ooredoo célèbre une conviction simple mais essentielle : derrière chaque connexion se cache avant tout une histoire, une émotion et un lien humain capable de rapprocher les cœurs au-delà des distances. Portée par son ambassadeur de

Le Groupe Air Algérie a lancé mardi, depuis l'Aéroport international d'Alger Houari-Boumediene, la nouvelle ligne aérienne vers Libreville (Gabon), via Douala (Cameroun), permettant à la compagnie nationale de consolider son réseau sur le continent africain, ce qui contribue aussi à conforter la position de l'Algérie comme hub régional du transport aérien. La cérémonie de lancement du vol inaugural s'est déroulée sous la supervision de Abdelghani Dridi, Secrétaire général du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, en présence de l'ambassadrice de la République gabonaise à Alger, Marie Rosine Mimi Itsana, ainsi que des cadres d'Air Algérie et d'autres organismes nationaux. Dans une déclaration à la presse, à l'Aéroport international d'Alger, le chef de la Division commerciale d'Air Algérie, Abdmanaf Hadeff, a affirmé que l'ouverture de la ligne Alger-Libreville s'inscrit dans le cadre des efforts visant à renforcer la connectivité aérienne entre l'Algérie et les pays africains, de manière à consolider les échanges économiques, commerciaux et culturels. Il a ajouté que le programme de renforcement et de renouvellement de la flotte du groupe Air Algérie, actuellement en cours de mise en œuvre, contribuera grandement à cette dynamique de coopération continentale. L'ouverture de cette nouvelle ligne s'inscrit dans la concrétisation de la stratégie nationale de développement du transport aérien et traduit l'engagement du Groupe Air Algérie à accompagner les orientations nationales visant à renforcer la présence de l'Algérie sur le continent africain, à travers l'élargissement de son réseau, la facilitation de la mobilité des personnes ainsi que le soutien aux échanges économiques, commerciaux et aux investissements entre l'Algérie et les pays africains frères, souligne Air Algérie dans un communiqué remis à la presse. Cette nouvelle destination, ajoute la compagnie, s'inscrit

TRANSPORT AÉRIEN

Air Algérie lance sa nouvelle ligne Alger-Libreville (Gabon)

également dans les efforts visant à renforcer les liens entre les pays africains et à accompagner la dynamique croissante de coopération et de partenariat à l'échelle du continent, contribuant ainsi à consolider la position de l'Algérie en tant que hub régional du transport aérien et passerelle entre les différentes destinations africaines. Le Groupe Air Algérie "réaffirme sa détermination à poursuivre la mise en œuvre de ses programmes de développement, à élargir son réseau de liaisons et à améliorer la qualité de ses services, afin d'offrir davantage d'options de voyage à ses clients et de contribuer au renforcement des échanges et de l'intégration entre les peuples et les Etats du continent africain". Cette liaison vient renforcer les autres lignes inaugurées l'an dernier (Alger-Abuja) et (Alger-Ndjamena). Elle sera assurée deux fois par semaine, le mardi et vendredi, au profit des clients d'Air Algérie via Douala.

Synthèse R.E.

PÊCHE

L'Afrique a un besoin "urgent" de davantage de fermes piscicoles

L'Afrique doit développer d'urgence son secteur aquacole pour répondre à ses besoins alimentaires, a déclaré mardi, à Mombasa au Kenya, le chef de la division des pêches de l'ONU, alors même que le dernier rapport de l'Agence fait état de niveaux de production mondiaux records. L'aquaculture représente la moitié de la production du poisson consommée par l'humanité. Cependant, l'Afrique est à la traîne par rapport au reste du monde : seulement 18 % de son poisson provient de l'aquaculture, estime l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), dans un rapport présenté lors de la conférence "Notre Océan". La production de poisson en Afrique subsaharienne devra augmenter de 68% d'ici à 2050 pour suivre le rythme de la croissance démographique rapide du continent, selon la FAO. "L'aquaculture peut véritablement changer

la donne", souligne le directeur de la division des pêches de l'organisation onusienne, Manuel Barange. "Mais cela dépendra de si le rythme est suffisamment rapide pour répondre à la demande", affirme-t-il. M. Barange appelle les gouvernements à mettre en place d'urgence des réglementations et des incitations pour attirer les investisseurs.

La 11e édition de la Conférence "Notre Océan" s'est ouverte mardi dans la ville portuaire kényane de Mombasa (est). Organisée pour la première fois en Afrique, elle a réuni des personnalités politiques, des ONG, des investisseurs et des innovateurs. Le commerce du poisson et des fruits de mer représente désormais 184 milliards de dollars.

Agence

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTÈRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 17 جوان 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 17 Juin 2026

Produits	Prix du détail ¹ DA / Kg		أسعار التجزئة ² دج / كغ		المنتجات
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	84	96	73	البطاطا
	Tomate	82	97	67	الطماطم
	Oignon sec	65	74	56	البصل الجاف
	Ail sec	666	754	579	الثوم الجاف
	Ail vert	276	306	246	الثوم الاخضر
	Carotte	90	102	79	الجزر
	Navet	100	113	87	اللفت
	Poivron	134	150	117	الفلفل الاخضر
	Piment	133	151	116	الفلفل الحار
	Courgette	75	88	61	الكوسة
	Haricot vert	149	169	129	الفاصولياء الخضراء
Laitue	96	107	84	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	579	704	453	التفاح المحلي
	Datte	489	609	369	التمر
	Banane	498	519	477	الموز
	Melon	127	146	109	البطيخ الاصفر
	Pastèque	79	93	66	البطيخ الاحمر
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2001	2136	1867	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	384	396	373	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	NC	0,00	0,18	-10,00	6,09	10,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 397,00	1398,00	0,07	0,04	-0,65	8,99	5,56	77595	108 477 810,00
BIOPHARM	BIO	2 510,00	2510,00	0,00	0,05	1,19	6,67	6,37	1191	2 989 410,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 090,00	2194,00	+4,98	5,41	-1,49	10,46	5,70	27878	61 164 332,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-4,01	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	445,00	NC	0,00	0,00	7,82	4,21	4,72	0	0,00

Communiqué

RECU DES INCENDIES DE FORÊT
POUR LA DEUXIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE

Le dispositif de prévention porte ses fruits

L'Algérie enregistre une évolution encourageante dans la lutte contre les incendies de forêt. Après plusieurs années marquées par des sinistres dévastateurs ayant causé d'importantes pertes en couvert végétal et en biodiversité, les années 2024 et 2025 ont connu une baisse sensible du nombre d'incendies ainsi que des superficies parcourues par les flammes. Une amélioration que les responsables attribuent au renforcement du dispositif national de prévention, à la mobilisation des différents secteurs concernés et à l'introduction de nouvelles technologies de surveillance.

Par Selma R.

S'exprimant sur « la Chaîne I » de la Radio nationale à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre la désertification, le sous-directeur chargé de la protection du patrimoine forestier à la Direction générale des forêts (DGF), Said Fritas, a confirmé cette tendance positive. « Les années 2024 et 2025 ont enregistré les niveaux d'incendies les plus faibles observés depuis longtemps, aussi bien en termes de nombre de feux que de superficies parcourues », a-t-il indiqué. Ces résultats interviennent dans un contexte particulièrement complexe marqué par les effets grandissants des changements climatiques. Hausse des températures, sécheresses prolongées et épisodes météorologiques extrêmes augmentent en effet la vulnérabilité des espaces forestiers. Face à cette nouvelle réalité, les autorités ont progressivement abandonné une logique d'intervention centrée uniquement sur l'extinction des feux pour privilégier une approche fondée sur l'anticipation et la prévention. « Les changements climatiques ne nous permettent plus de lutter contre les incendies de forêt avec les méthodes classiques. Notre stratégie est désormais avant tout préventive et anticipative », a souligné Said Fritas. Cette orientation s'est traduite par le renforcement de la coordination entre les différents acteurs concernés. Placée sous

l'autorité du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, la Commission nationale de protection des forêts réunit aujourd'hui treize départements ministériels ainsi que onze entreprises nationales dont les activités sont liées aux espaces forestiers. Cette organisation permet une meilleure préparation de la campagne estivale et une mobilisation plus rapide des moyens en cas de risque élevé. Parmi les mesures adoptées figure l'avancement du lancement officiel de la campagne de prévention et de lutte contre les incendies au 1er mai, soit un mois plus tôt qu'auparavant. Une décision dictée par l'évolution du climat et par l'allongement des périodes de risque. Le responsable a rappelé que le plus important incendie enregistré l'année dernière s'était déclaré à la fin du mois d'octobre, illustrant les profondes mutations observées dans le comportement des feux de forêt. Sur le terrain, les moyens de surveillance ont été considérablement renforcés. Le dispositif national s'appuie aujourd'hui sur 510 tours de guet réparties à travers les massifs forestiers, plus de 250 000 kilomètres de pistes forestières permettant un accès rapide aux zones sensibles ainsi qu'un réseau de points d'eau destinés à faciliter les opérations d'intervention. Des postes avancés mobiles ont également été déployés dans les régions les plus exposées afin de réduire les délais de réaction.

La modernisation des outils de prévention constitue un autre facteur ayant contribué à l'amélioration de la situation. En partenariat avec l'Office national de la météorologie, les services forestiers disposent désormais d'indicateurs permettant d'évaluer en temps réel la combustibilité du couvert végétal, l'humidité des sols et les conditions météorologiques favorables à la propagation des incendies.

Le recours aux nouvelles technologies a également renforcé l'efficacité du dispositif. Drones, caméras à longue portée, capteurs intelligents et plateformes numériques sont désormais mobilisés pour détecter rapidement les départs de feu. Said Fritas a notamment mis en avant les performances du drone algérien « Aurès 700 », développé localement et capable de fournir des images aériennes précises des zones à risque. « Cette technologie nous permet d'obtenir une vision précise de la situation et d'améliorer à la fois la rapidité et l'efficacité des interventions », a-t-il expliqué. La réduction des incendies représente un enjeu environnemental majeur pour un pays dont le patrimoine forestier demeure relativement limité. Avec environ 4,1 millions d'hectares de forêts, soit à peine 2 % de la superficie nationale, chaque hectare préservé contribue à freiner le processus de dégradation des terres et de désertification.

LÉGISLATIVES DU 2 JUILLET

Les candidats appellent à une participation massive

Synthèse Z R.

Les partis politiques et les candidats engagés dans la course aux prochaines élections législatives, prévues le 2 juillet prochain, intensifient leurs activités de proximité et leurs meetings à travers le pays. Au neuvième jour de campagne, les principales formations ont mis l'accent sur la nécessité d'une forte mobilisation citoyenne afin de renforcer les institutions élues et d'accompagner les efforts de développement engagés par l'État. À Alger, la secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT), Louisa Hanoune, a défendu un programme électoral axé sur la préservation du caractère social de l'État. Lors d'une rencontre avec les citoyens dans la commune de Réghaïa, elle a réaffirmé l'engagement de son parti en faveur de l'amélioration des conditions de vie des retraités, de la protection du pouvoir d'achat et de la lutte contre la spéculation. Mme Hanoune a également plaidé pour la consolidation du front intérieur, la préservation des richesses nationales et la protection de l'environnement, tout en soulignant l'importance de préserver les acquis réalisés dans les domaines de l'habitat, des infrastructures et des routes. De son côté, la présidente du parti Tajamou Amel El Djazair (TAJ), Fatima-Zohra Ze-

rouati, a estimé depuis Souk Ahras que les législatives constituent une échéance nationale majeure susceptible de consolider le processus de développement et de stabilité du pays. Elle a mis en avant les compétences des candidats de sa formation politique, affirmant qu'ils œuvreront, en cas d'élection, à concrétiser les aspirations des citoyens et à accompagner les grandes orientations de l'État en faveur d'une économie forte et d'une société prospère. Les autres formations politiques ont également insisté sur l'importance de la participation électorale. Depuis Sétif, le président du Mouvement El Bina, Abdelkader Ben-grina, a appelé les électeurs à se rendre massivement aux urnes et à choisir des candidats compétents capables de contribuer à l'édification d'un Parlement fort exerçant pleinement ses missions législatives et de contrôle de l'action gouvernementale. Dans la même optique, le secrétaire général du Mouvement Ennahda, Mohamed Douibi, a plaidé pour une large mobilisation afin de renforcer le rôle de l'Assemblée populaire nationale dans la transmission des préoccupations des citoyens et le contrôle de l'Exécutif. Il a également souligné la nécessité de conjuguer les efforts pour consolider la place de l'Algérie sur les scènes régionale et internationale. À El Tarf, le président du Front El Moustak-

bal, Fateh Boutbig, a qualifié ce scrutin d'étape décisive dans le parachèvement du processus de construction d'institutions solides au service de l'intérêt général, mettant en avant les profils jeunes et qualifiés présentés par son parti. Pour sa part, le président du parti Sawt Chaâb, Lamine Osmani, a appelé les électeurs à privilégier les candidats les plus compétents, rappelant que la mission du député consiste à porter les préoccupations des citoyens, participer à l'élaboration des lois et enrichir le débat parlementaire par des propositions constructives. Le premier secrétaire national du Front des forces socialistes (FFS), Youcef Aouchiche, a lui aussi encouragé une participation active au scrutin, considérant les législatives comme un instrument de consolidation du processus démocratique. Il a insisté sur la nécessité d'élire des représentants capables de défendre efficacement les intérêts et les aspirations des citoyens. Enfin, le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Moudjer Bouden, a proposé la mise en place de mécanismes permanents de coordination entre les différentes assemblées élues afin d'améliorer l'efficacité de l'action publique et d'accélérer le développement local en tenant compte des spécificités de chaque wilaya.

FOIRE INTERNATIONALE D'ALGER "Algeria Exhibitions" dévoile le programme de la manifestation

Algeria Exhibitions, filiale du groupe SAFEX, a dévoilé mardi, dans un communiqué, le programme de la 57e édition de la Foire internationale d'Alger (FIA), qui se tiendra du 22 au 27 juin en cours au Palais des expositions, sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Le nouveau "Pavillon Palestine" abritera, du 23 au 25 juin, une série de conférences et de séances de débat spécialisées avec la participation d'experts, de responsables et d'opérateurs économiques. Le programme portera sur plusieurs axes et thématiques et la première journée sera consacrée à la coopération africaine et à l'intégration économique, à travers des discussions sur les perspectives de la coopération Sud-Sud, la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), ainsi que sur la place de l'Algérie à la lumière des mutations géopolitiques mondiales, précise le communiqué. La deuxième journée sera axée sur l'investissement, le financement et la coopération algéro-espagnole où les participants examineront le climat des affaires en Algérie, les mécanismes d'accompagnement des investisseurs étrangers, outre les opportunités de partenariat économique entre l'Algérie et l'Espagne et les perspectives de leur développement. L'Espagne sera l'invitée d'honneur de l'édition 2026, "un pas qui reflète la dynamique positive que connaissent les relations algéro-espagnoles au cours de la période récente, et constitue une opportunité pour renforcer la coopération bilatérale et explorer de nouvelles perspectives de partenariat entre les entreprises algériennes et espagnoles dans plusieurs secteurs stratégiques", avait indiqué précédemment un communiqué de la société.

Le programme s'achève le troisième jour avec deux principaux dossiers, à savoir les ressources minières et l'innovation technologique, avec une mise en lumière des potentialités minières algériennes et des opportunités d'investissement dans le secteur, en sus du rôle de l'innovation et de l'intelligence artificielle dans l'appui à la transformation économique et le renforcement du transfert de technologie, précise-t-on de même source. Dans ce cadre, "Algeria Exhibitions" a invité l'ensemble des médias à assurer la couverture médiatique de ces conférences et rencontres économiques, et à suivre les débats et les interventions qui enrichiront le programme de la manifestation, en vue de contribuer à mettre en avant les principales questions abordées ainsi que les opportunités de coopération et d'investissement offertes par cette édition de la FIA. La Foire couvrira plusieurs secteurs à l'instar des industries agroalimentaires, des industries électriques et électroménagères, des industries mécaniques, de la sidérurgie, des industries manufacturières, des travaux publics et du bâtiment, ainsi que le secteur des services. Des espaces seront également réservés à l'exposition et à la vente directe, permettant aux exposants de promouvoir leurs produits et de renforcer leur présence sur le marché. Pour rappel, la 56e édition de la Foire internationale d'Alger (23-28 juin 2025), organisée sous le slogan "Pour une coopération commune et durable", avait enregistré une participation record de 684 entreprises, dont 539 entreprises algériennes et 145 entreprises étrangères représentant 31 pays, avec le Sultanat d'Oman comme invité d'honneur.

R. E.

SAISON ESTIVALE
À BOUMERDES

**Plus de 1.700
surveillants
saisonniers
mobilisés sur les
plages**

Les services de la Protection civile de la wilaya de Boumerdes ont mobilisés plus de 1.700 surveillants de plage saisonniers pour la saison estivale en cours, a-t-on appris mardi auprès de ce corps constitué.

Sur ce total de surveillants mobilisés, 820 ont été recrutés au début du mois de juin en cours, tandis que les autres seront affectés progressivement durant les mois de juillet et août, a indiqué le directeur local de la Protection civile, le colonel Bouchrif Nasri, lors de la cérémonie d'ouverture de la saison estivale présidée par le wali, Fouzia Naâma.

Il a ajouté que ces agents ont constitué de formations spécialisées et ont été dotés des moyens et équipements nécessaires pour assurer la surveillance de 46 plages autorisées à la baignade, sur les 64 qui comptent la wilaya le long de son littoral long de 107 km.

La mission de ces surveillants saisonniers, encadrés par des officiers et cadres professionnels, consiste dans la prévention, la surveillance et l'intervention en cas de besoin, selon la même source.

De son côté, le wali a indiqué que les services de la wilaya ont mis en place un « plan global » en prévision de la saison estivale 2026, comprenant l'aménagement des plages et de leurs espaces adjacents ainsi que l'aménagement et équipement des sièges des unités de la Protection civile et de la Gendarmerie nationale déployées sur les plages surveillées, afin d'assurer la sécurité des estivants dans les meilleures conditions.

Ce dispositif prévoit également la promotion des produits de l'artisanat à travers la mise à disposition d'espaces de vente permanents dans les communes côtières, notamment à Dellys, Boumerdes, Corso et Boudouaou El Bahri. Une caravane mobile sera également mise en place pour commercialiser les produits artisanaux le long des plages durant toute la saison estivale, selon la wali.

APS

NAÂMA

Ensemencement de 5.000 alevins de tilapia rouge dans des bassins d'irrigation agricole

La station d'aquaculture de la wilaya de Naâma, compétente de la Chambre inter-wilayas de la pêche et de l'aquaculture de Sidi Bel-Abbès, a procédé récemment à l'ensemencement de 5.000 alevins de tilapia rouge dans des bassins d'irrigation agricole, a-on été informé auprès du directeur de la station.

M. Hamidi Abdelhalim a précisé que cette opération, réalisée au niveau de deux exploitations agricoles situées dans le périmètre de Zeboudja, commune de Tiout, fait suite aux résultats positifs de projets similaires d'élevage de poissons en milieu d'eau douce au sein de plusieurs exploitations agricoles des régions de Theniet Es-Souane, Tirkount, Belhendjir, Draa El-Oud, El Maâdher et d'autres localités.

Le recensement des agriculteurs intéressés par ce type de se poursuit afin de leur permettre de bénéficier de lots d'alevins de tilapia rouge.

Parallèlement, l'approvisionnement et la distribution d'alevins sont assurés au profit des exploitations agricoles émergentes disposant de bassins adaptés à l'élevage de

cette espèce. Les bénéficiaires suivent, au préalable, une formation spécifique en aquaculture intégrée, at-on indiquée de même source.

Au cours des trois dernières années, près de 70 agriculteurs de la wilaya ont été formés dans ce domaine, dans le cadre de sessions organisées en coordination avec la Chambre inter-wilayas de la pêche et de l'aquaculture ainsi que le Bureau de vulgarisation agricole relevant de la direction des services agricoles, sous l'encadrement de formateurs de l'Ecole de formation technique de la pêche maritime et de l'aquaculture de Béni-Saf (wilaya d'Aïn Té-mouchent), selon la même source.

Ces actions de formation sont accompagnées de campagnes de sensibilisation sur l'importance de l'utilisation des bassins

d'irrigation pour l'élevage piscicole.

Ces campagnes ont couvert la majorité des communes de la wilaya, où les agriculteurs ont été invités à adhérer au programme d'élevage du tilapia et à en tirer profit.

Il convient de souligner que les agriculteurs engagés dans cette démarche bénéficient de formations portant sur les principes fondamentaux de l'élevage du tilapia, de la gestion des bassins, de l'alimentation et de la prévention des maladies. Ils bénéficient également d'un accompagnement lors des opérations d'ensemencement ainsi que d'un appui à la commercialisation, afin de valoriser leur production et de développer des circuits de distribution adaptés.

R E.

BLIDA

Lancement de plusieurs projets de développement dans la commune d'Oued Djer

Les travaux de réalisation de plusieurs projets de développement ont été récemment lancés dans la commune d'Oued Djer, à l'extrême ouest de la wilaya de Blida, dans le cadre du programme de l'année 2026, at-on informé de cette collectivité locale. Ces opérations, financées au titre du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales et du Programme de soutien au développement social et économique des communes, visent à améliorer le cadre de vie des citoyens, a indiqué

à l'APS le président de l'Assemblée populaire communale (APC) d'Oued Djer, Zakaria Laâras.

Dans le secteur des travaux publics, ces projets comprennent des opérations d'aménagement et de bitumage de plusieurs quartiers, notamment la place du Chahid Chiker-Ahmed, les quartiers des Chouhada Chiker-Ali, Ahmed-Zehana et Alili-Ahmed-Sghir, ainsi que la réalisation d'un réseau d'éclairage public au quartier du Chahid Feroudji-Mohamed.

Le secteur de l'hydraulique a enre-

gistré, quant à lui, le lancement de la construction de deux réservoirs d'eau de 500 m³ chacun, le 1er au quartier El-Hachem et le second dans la zone d'Oued Djer, ainsi que le renouvellement d'une partie du réseau d'alimentation en eau potable (AEP) à la cité Chahid Ahmed-Zabana.

Par ailleurs, des opérations de réhabilitation de deux terrains de proximité ont été inscrites au profit du secteur de la jeunesse et des sports, tandis que le secteur de l'éducation sera renforcé par la réa-

lisation de six classes d'extension à l'école Chahid Aradj-Abdelkader, afin d'améliorer les conditions de scolarisation et de réduire la pression sur les établissements éducatifs à la prochaine rentrée scolaire. Selon le même responsable, la réception de ces projets, prévue en août prochain, permettra à la commune d'inscrire de nouvelles opérations de développement dans le cadre du budget supplémentaire de 2026.

APS

OULED DJELLAL

Ouverture d'un marché de proximité dans la commune de Ras El Miaâd

Un nouveau marché de proximité a récemment ouvert ses portes dans la commune de Ras El Miaâd, dans la wilaya d'Ouled Djellal, dans le cadre du renforcement du réseau commercial et de l'organisation des activités économiques à l'échelle locale, a déclaré, mardi, le président de l'Assemblée populaire communale (APC), Aissa Allaoua.

Le même élu a précisé, dans une déclaration à l'APS, que ce marché commercialise divers produits de consommation courante comme l'huile de table, la semoule, le lait, les viandes rouges et blanches, ainsi que les fruits et légumes.

M. Allaoua a ajouté que cette structure commerciale a été réalisée pour un montant de 27 millions de dinars prélevés du programme

d'appui au développement économique et social des communes.

Selon le président de l'APC de Draâ El Miaâd, ce marché de proximité, dont la réalisation était souhaitée par les habitants de cette collectivité locale et des zones environnantes, en plus de fournir des services commerciaux, a permis de générer de nouveaux emplois.

Agence

EL TARF

Plus de 1.000 inscrits au programme national de formation "Sanaâ"

Mille cinquante-et-un (1.051) jeunes à la recherche d'une formation se sont inscrits, dans la wilaya d'El Tarf, au programme national de formation accélérée et intensive "Sanaâ", a-on informé mardi auprès de la direction de la formation et de l'enseignement professionnels.

La directrice du secteur, Samira Benelmadjat, a précisé à l'APS que la formation, lancée lundi dans 10 établissements répartis sur le territoire de la wilaya,

dont un institut national et 9 centres de formation professionnelle, s'inscrit dans le cadre d'un programme national initié par le ministère de tutelle le 31 mai dernier. Elle a ajouté que les bénéficiaires de ce programme, âgés de 15 à 27 ans, sont encadrés par 26 enseignants spécialisés et pourront maîtriser des compétences pratiques qui leur permettront d'intégrer le marché du travail.

Le même responsable a également indiqué que cette formation, qui se déroulera

en deux sessions, comprend 6 spécialités qui font l'objet d'une demande croissante sur le marché du travail, à savoir la réfrigération et la climatisation, l'électricité du bâtiment, la mise en œuvre du plâtre, la soudure, la plomberie et la peinture-bâtiment.

Mme Benelmadjat a considéré que ce programme de formation représente une opportunité pour les jeunes de bénéficier, sur une courte période, d'une formation appliquée sur le développement

des compétences professionnelles et l'an-crage de la culture des métiers manuels, et de profiter d'un accompagnement direct par une équipe de formateurs spécialisés.

A la fin de ce programme qui se poursuivra jusqu'en juillet prochain, les stagiaires présentent des certificats de qualification professionnelle qui faciliteront leur accès au monde du travail, conclut la même source.

Agence

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE EN ALGÉRIE

Comment transformer l'ambition en capacité

L'intelligence artificielle est partout, dans les discours, dans les plans et les promesses. En Algérie, elle s'impose comme l'un des nouveaux marqueurs de la modernisation en général. Mais derrière cet élan, une question essentielle demeure : l'IA, pour quoi faire ? Car au fond, elle ne vaut ni par son prestige ni par l'effet d'annonce qu'elle produit. Une nation ne se transforme pas avec des slogans technologiques, mais avec des finalités claires, des données fiables, des systèmes solides et une vision de souveraineté. A défaut d'objectifs précis, de données maîtrisées, de systèmes d'information robustes.

2^e partie

Par Ali Kahlane (*)

Ce sont, au fond, les fondations silencieuses sans lesquelles les technologies les plus ambitieuses produisent peu. Autrement dit, le sujet n'est pas seulement d'avoir des machines, des ingénieurs ou des documents stratégiques. Le sujet est de savoir si tout cela s'inscrit dans un ensemble cohérent. Sans cette cohérence, l'IA restera un mot fort, porté par de grandes attentes, mais faiblement ancré dans les réalités opérationnelles du pays.

En fait, lorsqu'une technologie aussi puissante est beaucoup plus forte dans les discours plutôt que dans les usages, elle finit par produire de la déception au lieu de produire de la transformation.

4. Le vrai socle de l'IA, c'est la donnée

Le vrai socle, en réalité, c'est la donnée. C'est elle qui nourrit, structure, oriente et conditionne toute intelligence artificielle sérieuse. Toute stratégie IA sérieuse commence moins par les algorithmes que par la qualité, la disponibilité, la traçabilité, la structuration et la gouvernance des données.

Or c'est là que les fragilités s'accumulent. Référentiels incomplets, bases fragmentées, systèmes peu interopérables, procédures de mise à jour hétérogènes, circulation imparfaite de l'information : dans un tel contexte, vouloir industrialiser l'IA revient à construire vite sur des fondations encore instables. C'est pourquoi la gouvernance de la donnée est un sujet central. Ce n'est pas un sujet technique périphérique réservé à quelques spécialistes. Ce n'est pas un simple appendice administratif du débat numérique. C'est l'un des nœuds les plus stratégiques de toute ambition nationale en matière d'IA.

Si le Système national de gouvernance des données (SNGD) parvient à unifier les référentiels, à imposer des standards, à améliorer la qualité des bases, à renforcer l'interopérabilité et à instaurer une discipline de la donnée, il fera davantage pour l'avenir de l'IA en Algérie que bien des annonces spectaculaires. La donnée n'est pas un sujet secondaire. C'est la matière première de la décision moderne. Et sans maîtrise de cette matière première, il n'y a ni automatisation fiable, ni prévision crédible, ni pilotage intelligent, ni souveraineté réelle.

Il faut d'ailleurs prendre la mesure d'un risque souvent sous-estimé. Une mauvaise IA n'est pas seulement inefficace. Elle peut aussi amplifier les erreurs, automatiser les incohérences, figer les biais et donner une apparence de rationalité à des décisions mal informées, un état que les spécialistes désignent par



hallucination. Une erreur humaine isolée est grave. Une erreur systémique automatisée est plus grave encore, parce qu'elle se répète, se diffuse et s'impose avec l'autorité trompeuse de la machine. Le danger n'est donc pas uniquement dans l'absence d'IA. Il peut aussi résider dans une IA mal nourrie, mal conçue, mal encadrée et mal intégrée aux réalités du terrain.

C'est ici qu'il faut être particulièrement lucide : industrialiser l'intelligence artificielle sur des bases fragiles, c'est industrialiser l'incertitude.

5. Avant les algorithmes, il faut remettre de l'ordre dans les systèmes

Mais la donnée ne suffit pas. Elle est décisive, mais elle n'agit pas seule. Avant les algorithmes, il faut remettre de l'ordre dans les systèmes. Aujourd'hui encore, les administrations conservent leurs informations en silos. Les entreprises avancent chacune selon leurs propres priorités. Les banques testent des solutions de détection sans mutualisation sectorielle. Les groupes énergétiques peuvent lancer des projets utiles sans articulation plus large. Les universités forment. Les startups innovent. Mais l'ensemble reste trop souvent fragmenté.

Or une stratégie nationale ne se mesure pas à l'addition de projets dispersés. Elle ne se mesure pas à la somme des initiatives, des pilotes, des démonstrateurs ou des bonnes volontés. Elle se mesure à la capacité de faire converger les efforts vers quelques priorités structurantes. C'est là que se joue la différence entre un écosystème qui s'agit et une nation qui se transforme. Un pays peut avoir beaucoup d'initiatives et très peu de cohérence. Il peut avoir beaucoup d'énergie et peu de résultats systémiques. Il peut avoir de l'innovation locale sans encore produire de bascule d'échelle.

C'est précisément ce saut de cohérence qu'il faut maintenant rechercher.

Ces priorités doivent être choisies avec méthode. Dans la santé, pas d'IA utile sans dossiers médicalisés cohérents, sans codification standardisée et sans cadre strict de protection des données. Dans l'énergie, pas d'IA performante sans historiques de maintenance fiables, sans capteurs, sans systèmes de supervision modernes.

Dans la finance, pas d'IA de confiance sans référentiels propres, sans audibilité et sans vigilance face aux biais. Dans l'administration, pas d'IA crédible sans interopérabilité, sans simplification des circuits documentaires et sans modernisation de l'architecture informationnelle.

Le sujet de fond est donc clair : on ne branche pas sérieusement l'intelligence artificielle sur du désordre. On ne demande pas à des modèles de compenser des failles structurelles que les systèmes d'information n'ont pas encore corrigées. On ne produit pas une décision plus intelligente sur une base informationnelle mal ordonnée. Avant la sophistication, il faut de la solidité. Avant l'automatisation avancée, il faut la cohérence de base. Avant la vitesse, il faut l'ordre.

Une IA pour combattre la bureaucratie!

C'est dans l'administration que l'Algérie pourrait obtenir l'un des gains les plus rapides et les plus visibles. L'un des premiers chantiers utiles de l'IA pourrait être la lutte contre l'absurdité administrative, la bureaucratie. Non pas la bureaucratie abstraite, théorique ou idéologique, mais celle qui immobilise des dossiers, bloque des équipements, mul-

tiplie les pièces redondantes, juxtapose des textes contradictoires et décourage les opérateurs économiques.

Ici, l'IA peut devenir un outil de simplification très concret. Elle peut aider à détecter automatiquement les contradictions procédurales. Elle peut repérer les impasses réglementaires avant qu'un dossier ne s'enlise. Elle peut orienter un opérateur vers la bonne procédure en fonction de la nature réelle de son activité. Elle peut cartographier les goulets d'étranglement en analysant les dossiers suspendus, les délais anormaux, les pièces le plus souvent redemandées et les points où l'interprétation administrative diverge.

Dans un tel usage, l'IA ne sert pas à faire moderne. Elle ne sert pas à impressionner. Elle sert à rendre l'État plus lisible, plus fluide, plus prévisible et plus utile. C'est exactement là que la technologie peut cesser d'être un symbole pour devenir un instrument. Et c'est aussi là que le citoyen, l'entreprise et l'administration peuvent commencer à percevoir une valeur réelle, concrète, mesurable. Ce point est important, parce qu'il rétablit un bon ordre des priorités. Nous avons souvent tendance à réserver l'IA à des usages spectaculaires ou très sophistiqués, alors qu'elle pourrait déjà créer énormément de valeur dans des fonctions de simplification, de cohérence procédurale, d'aide à l'instruction, d'orientation des usagers et de réduction des frictions inutiles. Dans un pays où une part excessive de l'énergie économique et administrative se perd encore dans la friction, dans la redondance, dans l'incertitude procédurale et dans les blocages absurdes, cet usage-là n'a rien de secondaire. Il est stratégique.

(A suivre)

MAURITANIE

**Production stable
prévue sur la plus
grande mine d'or en
2026**

Plus grande mine d'or de Mauritanie, Tasiast a représenté en moyenne près de 27 % de la contribution du secteur extractif à l'économie nationale au cours des trois dernières années. En pleine phase de transition, le projet a toutefois enregistré une baisse des volumes livrés en 2025. Dans son rapport opérationnel, la compagnie minière canadienne Kinross indique viser une production de 505 000 onces d'or en 2026 à Tasiast, la plus grande mine du pays. Cette prévision correspond à un volume globalement stable par rapport aux 503 429 onces produites sur le site l'an dernier. Après une production de 622 394 onces d'or en 2024, Kinross a amorcé en 2025 une phase de transition minière à Tasiast, caractérisée par l'exploitation de minerais à plus faibles teneurs. Cette évolution se reflète déjà dans les volumes produits, en recul de 23 % en glissement annuel sur l'exercice écoulé. Les prévisions pour 2026 s'inscrivent ainsi dans cette dynamique, la compagnie ne prévoyant de renouer avec le seuil des 600 000 onces qu'à partir de 2028. « Tasiast a atteint ses objectifs annuels de production et de coûts [prévus à 500 000 onces en 2025, Ndlr]. La production annuelle a diminué par rapport à 2024, principalement en raison de teneurs plus faibles prévues », explique Kinross au sujet des performances de 2025. Les implications de la tendance baissière observée à Tasiast se répercutent déjà sur les performances commerciales. Les ventes totales ont ainsi reculé de 20 % par rapport à 2024, dans un contexte mondial marqué par la hausse des prix du métal jaune, qui ont progressé de plus de 60 % sur l'exercice. Kinross n'ayant pas détaillé les revenus générés par chacune de ses mines, l'impact économique précis de ces évolutions à Tasiast reste à déterminer. Selon le rapport 2024 de l'ITIE-Mauritanie, la mine a représenté en moyenne près de 27 % de la contribution du secteur extractif à l'économie mauritanienne, sur la base de l'année de référence considérée.

R. I.

ÉGYPTE

**963 millions \$ annoncés
pour créer 11 nouvelles universités
publiques en 3 ans**

Pour absorber la hausse du nombre d'étudiants et répondre aux besoins croissants du marché de l'emploi, l'Égypte devra créer 83 nouvelles universités d'ici à 2032, en complément des 45 établissements actuellement en activité.

Synthèse Rédaction Internationale

Le gouvernement égyptien a annoncé « le règlement des modalités de financement de la création de 11 universités publiques à but non lucratif », pour un montant total de 48,5 milliards de livres égyptiennes (963 millions de dollars) sur une période de trois ans. Cette décision découle d'un protocole de coopération signé entre les ministères des Finances, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, ainsi que de la Planification et du Développement économique. Selon un communiqué publié lundi 15 juin, il s'inscrit dans le cadre des efforts engagés pour rationaliser les mécanismes de financement public et résoudre les chevauchements de financement entre les institutions publiques. Le ministre des Finances, Ahmed Kouchouk, a réaffirmé la priorité accordée au secteur éducatif dans la stratégie gouvernementale. «

Les dépenses consacrées à l'éducation restent au cœur de nos priorités dans le cadre d'une vision globale visant à construire l'être humain égyptien et à développer ses capacités et ses compétences », a-t-il déclaré. À travers ce programme, les autorités égyptiennes entendent accélérer le développement d'universités nationales et technologiques répondant aux standards internationaux, avec des formations modernes proposées à des coûts plus accessibles que ceux des établissements privés ou internationaux. L'objectif est de mieux répondre aux besoins du marché de l'emploi, tant au niveau national qu'international.

**Un système universitaire
sous pression démographique**

L'Égypte dispose aujourd'hui du plus grand système d'enseignement supérieur d'Afrique du Nord. Celui-ci se distingue par la diversité de ses établissements et par plusieurs années

de réformes visant à moderniser les infrastructures et les programmes. Les universités égyptiennes figurent régulièrement parmi les mieux classées du continent africain et du monde arabe dans plusieurs classements internationaux, notamment QS World University Rankings, Webometrics et MeasureHE Country 100. Mais le secteur fait face à une pression démographique croissante. Selon les projections du ministère de l'Enseignement supérieur publiées en 2022, la population étudiante devrait passer de 3,4 à 5,6 millions d'ici à 2032. Pour absorber cette hausse, les autorités estiment que le pays devra créer 83 nouvelles universités, en complément des 45 établissements actuellement en activité. Dans cette perspective, le gouvernement a lancé plusieurs réformes visant à numériser les campus, renforcer la recherche scientifique et multiplier les partenariats internationaux afin de positionner l'Égypte comme un pôle régional de l'enseignement supérieur.

DANS L'INDUSTRIE ET LES MINES

**L'Arabie Saoudite discute des opportunités d'investissement
avec les États-Unis et la France**

Le ministre de l'Industrie et des Ressources minérales, Bandar AlKhorayef, a rencontré à Los Angeles, le sous-secrétaire d'État américain à la croissance économique, à l'énergie et à l'environnement, Jacob Helberg. Il a discuté avec lui des moyens de renforcer la coopération bilatérale dans les secteurs de l'industrie et des mines, des principales opportunités d'investissement conjoints, ainsi que

du développement des partenariats stratégiques pour soutenir la croissance économique durable dans les deux pays.

Il a également rencontré l'ambassadeur délégué aux investissements internationaux de la République française, Pascal Cagni. Ils ont passé en revue les opportunités de renforcer la coopération industrielle et minière, de développer les partenariats

d'investissement, et d'élargir les perspectives de coopération entre l'Arabie Saoudite et la France dans les secteurs prioritaires.

Al Khorayef a souligné, lors de ces deux rencontres, la détermination du Royaume à élargir la coopération avec ses partenaires internationaux, à renforcer les partenariats stratégiques et à attirer des investissements qualitatifs dans les secteurs cibles, conformément à la

Vision saoudienne 2030. Il a noté que le Royaume offre un environnement d'investissement attractif et stable qui soutient la croissance des secteurs de l'industrie et des mines.

Ces deux rencontres interviennent en marge de la participation du ministre saoudien de l'Industrie à la Milken Institute Global Conference 2026, tenue à Los Angeles.

Agence

COMMERCE EXTÉRIEUR EN TUNISIE

Le déficit franchit les dix milliards de dinars fin mai 2026 et s'aggrave de 24,5%

Malgré une progression des exportations tunisiennes durant les cinq premiers mois de 2026, les importations ont augmenté à un rythme presque deux fois supérieur, accentuant le déficit commercial.

Un déficit commercial toujours sous pression

Le déficit commercial tunisien s'est aggravé de 24,5% par rapport à mai 2025 et de 62,5% par rapport à mai 2024. Il a atteint -10,41 milliards de dinars à fin mai 2026, contre -8,36 milliards de dinars en mai 2025 et -6,41 milliards de dinars en mai 2024. Rappelons qu'à fin 2025, un nouveau record, dépassant celui enregistré en 2019, avait été atteint avec un déficit de -21,8 milliards de dinars.

Le taux de couverture a, pour sa part, reculé de 3,2 points par rapport à mai 2025 et de 7,7 points par rapport à mai 2024, passant de 80,7% en mai 2024 à 76,2% en mai 2025, puis à 73% en mai 2026. Ces chiffres ont été publiés, vendredi 12 juin 2026, par l'Institut national de la statistique (INS).

Exportations et importations en hausse

Aux prix courants, les exportations ont atteint 28,17 milliards de dinars durant les cinq premiers mois de l'année 2026, contre 26,83

milliards de dinars durant la même période de 2025. Quant aux importations, elles ont atteint 38,58 milliards de dinars contre 35,2 milliards de dinars durant la même période. Ainsi, les exportations ont augmenté de 5% entre mai 2026 et mai 2025, après une légère hausse de 0,3% entre mai 2025 et mai 2024. Les importations ont, pour leur part, progressé de 9,6% entre mai 2026 et mai 2025, après une hausse de 6,1% entre mai 2025 et mai 2024.

Les industries agroalimentaires et l'énergie soutiennent les exportations

Selon les secteurs, les exportations ont enregistré une hausse dans les industries mécaniques et électriques (+6,1%) ainsi que dans les industries agroalimentaires (+20%), à la suite de l'augmentation des ventes d'huile d'olive (3,05 milliards de dinars contre 2,12 milliards de dinars).

Une hausse de 37,7% a également été enregistrée dans le secteur de l'énergie, sous l'effet de l'augmentation des ventes de produits raffinés (636,9 millions de dinars contre 150,1 millions de dinars).

En revanche, les exportations ont reculé dans le secteur des mines, phosphates et dérivés (-31,8%) ainsi que dans le secteur du textile, habillement et cuir (-6,2%).

Des échanges contrastés avec l'Europe et les pays arabes

Selon le groupement des produits, les importations ont enregistré une hausse au niveau de tous les groupes, notamment les produits énergétiques (+35,1%), les produits alimentaires (+20,1%), les biens d'équipement (+4,1%), les biens de consommation (+5,9%) ainsi que les matières premières et demi-produits (+1,5%). Les exportations tunisiennes vers l'Union européenne, représentant 71,5% du total des exportations durant les cinq premiers mois de l'année 2026, ont atteint 20,13 milliards de dinars contre 18,87 milliards de dinars durant la même période de 2025. Les exportations ont progressé vers la France (+6,7%) et l'Italie (+3,5%). En revanche, elles ont baissé avec certains partenaires européens, notamment l'Allemagne (-1,3%) et les Pays-Bas (-11,3%).

Vers les pays arabes, les exportations ont augmenté avec l'Égypte (+110%) et l'Arabie saoudite (+59,9%). En revanche, elles ont diminué avec le Maroc (-37,7%), l'Algérie (-26%) et la Libye (-20,5%).

En ce qui concerne les importations en provenance de l'Union européenne, qui représentent 44,2% du total des importations, elles ont atteint 17,05 milliards de dinars contre 15,47 milliards de dinars durant les cinq premiers mois de l'année 2025.

Les importations ont augmenté avec la France (+17,3%) et l'Italie (+10,7%). En revanche, elles ont diminué avec la Belgique (-2%) et l'Espagne (-3%).

Hors Union européenne, les importations ont progressé avec la Turquie (+6,2%) et l'Inde (+23,6%). En revanche, elles ont enregistré une baisse avec la Russie (-40,1%) et la Chine (-1,9%).

Un déficit principalement porté par l'énergie

Le solde de la balance commerciale reste déficitaire de -10,41 milliards de dinars. Ce déficit provient principalement du groupe des produits énergétiques (-5,83 milliards de dinars), des matières premières et demi-produits (-2,60 milliards de dinars), des biens d'équipement (-1,83 milliard de dinars) ainsi que des biens de consommation (-1,10 milliard de dinars).

En revanche, le groupe de l'alimentation a enregistré un excédent de 943,4 millions de dinars. Par ailleurs, les résultats montrent que le déficit commercial hors énergie se réduit à -4,59 milliards de dinars, tandis que le déficit énergétique s'est aggravé pour atteindre -5,83 milliards de dinars contre -4,33 milliards de dinars durant les cinq premiers mois de 2025.

R. I.

AFRIQUE DU SUD

Un premier trimestre 2026 record pour le commerce agricole

L'agriculture sud-africaine est le plus important du continent. Le pays est l'un des rares d'Afrique à afficher un excédent net de sa balance agricole de manière continue sur la dernière décennie.

Par R I / Agence

En Afrique du Sud, le secteur agricole a le vent en poupe. Entre janvier et mars, l'excédent de la balance commerciale a atteint 1,55 milliard \$, un niveau en hausse de 16,1 % sur un an et un nouveau record. C'est ce qu'a indiqué le syndicat agricole sud-africain AgriSA dans un rapport publié le 8 juin dernier. Si ce résultat reste exceptionnel, l'organisation estime qu'il s'explique surtout par la baisse des dépenses d'importation plus que par une forte accélération des ventes à l'étranger. En effet, les exportations ont atteint 3,30 milliards \$, niveau stable (+0,1 %) sur un an tandis que les importations ont reculé de 10,6 % pour s'établir à 1,76 milliard \$ sous l'effet de la baisse des prix de l'huile de palme, du riz, du poisson congelé et du café.

L'horticulture, pilier du commerce agricole

Alors que les expéditions sont restées globalement stables, l'horticulture a

continué de soutenir l'ensemble du commerce agricole. Ce sous-secteur a représenté à lui seul 55 % des exportations agricoles sur la période, soit sa plus forte contribution sur un premier trimestre.

Portée par les raisins, les fruits à pépins, les fruits à noyau et le vin, les ventes ont généré 1,82 milliard \$ sur la période sous revue.

« Le surplus net estimé de l'horticulture, autour de 1,66 milliard de dollars, dépasse désormais l'excédent national total. Cela montre que l'horticulture joue un rôle essentiel pour maintenir un solde commercial positif dans l'agriculture sud-africaine », indique le rapport.

Pendant ce temps, la situation était morose du côté des produits animaux où les ventes ont chuté de 12,9 % à 322 millions \$ en raison de fermetures de marchés liées à la fièvre aphteuse. Au niveau du maïs, la chute des prix sur les marchés a aussi plombé la valeur des ventes de près de 22,4 % à 194 millions \$ malgré un volume en hausse de 17,8 %. Globalement, AgriSA souligne que les Pays-Bas et le

Royaume-Uni ont été les deux principaux marchés pour la nation arc-en-ciel absorbant au total pour 978 millions \$ de produits agricoles. Vient ensuite le Zimbabwe (296 millions \$), la Namibie (190 millions \$), le Mozambique (187 millions \$) et le Botswana (169 millions \$).

Vers un nouveau record en 2026 ?

L'année 2025 avait déjà été exceptionnelle pour l'Afrique du Sud, avec des exportations agricoles de 15 milliards \$, marquant la 7ème année consécutive de progression des ventes. Le début de 2026 prolonge cette dynamique et pourrait laisser entrevoir une nouvelle année solide sous l'hypothèse d'une maîtrise du risque sanitaire qui permettrait de reprendre les exportations de bétail, en particulier vers des marchés à forte valeur comme le Moyen-Orient et l'Asie, d'une continuation des performances horticoles et d'une meilleure valorisation des autres produits expédiés comme le maïs sur les prochains mois.

CÔTE D'IVOIRE

SC CI s'offre une centrale solaire clé en main de 1,82 MWc

La hausse des besoins énergétiques et la recherche d'une meilleure maîtrise des coûts accélèrent l'adoption du solaire par les industriels africains. En Côte d'Ivoire, SC CI illustre cette dynamique en signant un deuxième contrat en trois mois dans le secteur. Dans un communiqué publié le lundi 15 juin, le développeur SolarX a annoncé la signature d'un contrat avec la

Société de Ciment de Côte d'Ivoire (SC CI) pour la réalisation d'une centrale photovoltaïque en toiture de 1,82 MWc sur son site 1 à Abidjan. Ce nouveau projet confirme la volonté du cimentier de miser sur l'énergie solaire pour alimenter ses installations industrielles, après un premier partenariat noué avec Daystar Power en mars dernier. « Cette initiative s'inscrit dans la stratégie de développe-

ment durable de SC CI, définie par Atlantic Group pour l'ensemble de ses filiales », a déclaré Djeneba Konet, représentante d'Atlantic Group, maison mère de SC CI. Selon les détails de l'accord, SolarX financera intégralement le projet, sans apport en capital de SC CI. L'entreprise prendra également en charge l'installation, l'exploitation et la maintenance de la centrale pendant

une période de huit ans. Aucun montant d'investissement n'a été précisé. Le projet, dont la mise en service est prévue en décembre 2026, devrait permettre à SC CI de sécuriser une partie de son approvisionnement énergétique tout en réduisant ses émissions de carbone. SolarX estime que l'installation permettra d'éviter environ 1 237 tonnes de CO2 par an.

R I.

TANZANIE

Le budget 2026 étend les exonérations fiscales au gaz et à l'électricité

La Tanzanie avait amorcé sa transition vers les énergies propres dès son budget 2025. Un an plus tard, la crise pétrolière mondiale accélère et élargit cette démarche à de nouveaux secteurs.

La Tanzanie renforce sa stratégie de transition énergétique. Lors de la présentation du budget 2026/2027 au Parlement de Dodoma, le 11 juin, Khamis Mussa Omar (photo), le ministre des Finances a annoncé un ensemble de nouvelles exonérations fiscales visant à accélérer l'adoption du gaz naturel et de l'électricité dans les transports et les ménages.

Selon les détails rapportés par Daily News, la principale nouveauté est l'ex-tension des mesures aux véhicules élec-

triques. Le gouvernement réduit les droits de douane sur ces véhicules de 25 % à 10 %. Il exonère aussi de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) les équipements de bornes de recharge importés. Les équipements permettant de convertir un moteur à essence ou diesel en moteur à gaz ou électrique bénéficient également d'une exonération. De même, l'ensemble de la chaîne de production du gaz naturel comprimé (GNC) est désormais exonéré de ce prélèvement, précise The Citizen.

Une directive contraignante accompagne ces mesures fiscales. Le gouvernement a ordonné à toutes les institutions publiques de privilégier les véhicules électriques et à gaz dans leurs plans d'achat. « L'objectif est de réduire les dé-

penses publiques liées à la dépendance aux carburants pétroliers importés », a déclaré Omar devant le Parlement. Ces mesures s'inscrivent dans la continuité d'une politique engagée dès le budget 2025/2026. En effet, l'année dernière, le gouvernement avait déjà exonéré de TVA le gaz naturel vendu aux stations de distribution, les bonbonnes de gaz de cuisson et les installations de captage de CO2.

La fermeture du détroit d'Ormuz depuis fin février 2026 a provoqué une flambée des prix des carburants particulièrement en Afrique de l'Est. En Tanzanie, le gouvernement a dû subventionner le diesel à hauteur de 535 shillings tanzaniens (environ 0,21 dollar) le litre en juin. Cette charge croissante sur les finances

publiques renforce l'urgence de réduire structurellement la dépendance aux importations pétrolières.

Sam Massawe, directeur marketing de Zera Company, distributeur de véhicules électriques, a accueilli favorablement ces annonces. Il a indiqué que les taxes élevées à l'importation constituaient jusqu'ici le principal frein à l'adoption des véhicules électriques en Tanzanie, malgré une demande croissante. Pour l'exercice 2026/2027, la Tanzanie prévoit un budget total de 62,3 billions de shillings tanzaniens (environ 24 milliards de dollars), dont une part significative est orientée vers la transition énergétique et la réduction des coûts d'exploitation publics.

Agence

NIGERIA

Une task force pour réduire les rejets de produits agricoles à l'exportation

Au Nigeria, le secteur agricole contribue à hauteur de 25 % au PIB et emploie environ 34 % de la population. Le secteur participe également aux exportations, mais son potentiel reste encore limité par plusieurs facteurs, dont le non-respect des normes sanitaires et phytosanitaires.

Face à la persistance des rejets de ses produits agricoles sur les marchés internationaux, le Nigeria tente une nouvelle réponse institutionnelle. C'est dans cette optique que le gouvernement a inauguré, le lundi 15 juin à Abuja, un groupe de travail technique réunissant des représentants des administrations publiques, des agences de régulation, des instituts de recherche, des universités, du secteur privé et des associations de producteurs à cet effet. Selon les informations relayées par les médias locaux, cette task force a pour mission de proposer, dans un délai de deux mois, des solutions visant à réduire les rejets de produits agricoles liés au non-respect des limites de résidus et des normes sanitaires internationales. « Les préoccupations croissantes concernant les résidus de pesticides, les contaminants et les questions de sécurité alimentaire exigent une réponse coordonnée, scientifique et multi-sectorielle. Cela souligne la nécessité de mettre en place ce groupe de travail technique », a déclaré, Aliyu Sabi Abdullahi ministre de l'Agriculture et à la Sécurité alimentaire.

Des enjeux économiques et sanitaires

Au Nigeria, la problématique des rejets de produits agricoles à l'exportation n'est pas nouvelle et relève du non-respect des normes sanitaires et phytosanitaires. Dans une étude publiée en 2025, des chercheurs du Département d'économie agricole de l'Université d'Ibadan ont recensé 322 notifications de rejet visant des cultures agricoles nigérianes entre 2012 et juin 2022 sur les principaux marchés européens, dont le Royaume-Uni, la Pologne, la Belgique, l'Allemagne, la Grèce et les Pays-Bas.

Les résultats de l'étude ont montré que les produits agricoles nigériens ont été rejetés principalement en raison de la présence de contaminants, dont la Salmonella spp, une bactérie responsable d'intoxication alimentaire, le dichlorvos, un pesticide non autorisé, ainsi que les aflatoxines, toxines naturelles produites par certains champignons. « D'autres motifs incluent l'importation illégale, l'absence de certificat phytosanitaire ou de permis d'importation, ainsi que des certificats expirés », souligne le rapport qui précise que les principaux produits rejetés sur la période considérée concernent le sésame, la fleur d'hibiscus, l'arachide, les haricots, les graines de melon et le citron vert.

Agence

BOURSE ZURICH

Indécise en fin de matinée, avant la Fed en soirée

La Bourse suisse tergiversait toujours mercredi à l'approche de la mi-journée, oscillant autour de l'équilibre. Nonobstant une nette détente sur les prix des hydrocarbures, induite par la perspective d'une paix au Moyen-Orient, une certaine retenue était de mise dans l'attente en soirée du premier grand oral de Kevin Warsh en qualité de président de la Réserve fédérale (Fed) étasunienne.

R I/Agence

Le large consensus sur un statu quo de l'institut d'émission américain pourrait s'avérer piégeux, prévient Frank Sohleder. "La dernière réunion de la Fed a déjà révélé sans ménagement à quel point les divergences internes au sein des responsables monétaires sont profondes et insurmontables", était l'expert de la plateforme ActivTrades. Sur le front conjoncturel, le Royaume-Uni a observé une stagnation de son inflation en mai, à 2,8%. En Suisse, le KOF a raboté ses projections de croissance pour le PIB helvétique en 2026 en 2027, invoquant un choc énergétique plus sévère qu'anticipé précédemment. Figurent encore à l'agenda l'inflation en zone euro au mois de mai et les ventes aux détail aux Etats-Unis, notamment.

Straumann s'envole

A 10h50, le Swiss Market Index (SMI) grappillait 0,03% à 13'765,19 points, le Swiss Leader Index (SLI) 0,12% à 2205,70 points et le Swiss Performance Index (SPI) 0,04% à 19'417,17 points. Une courte majorité de gagnants se dessinait au sein des trente principales valorisations. Le poids lourds pharmaceutique Novartis tentait de repasser en zone verte, quand le bon Roche s'y maintenait (+0,6%) confortablement. Le paquebot alimentaire Nestlé (-0,2%) pesait toujours sur l'indice phare de la place zurichoise. Le géant des implants et prothèses dentaires Straumann s'envolait de 10%, dans le sillage d'un relèvement marqué de ses ambitions de rentabilité pour

l'exercice en cours.

La mastodonte des génériques et biosimilaires Sandoz (+0,6%) s'est offert un nouveau centre de développement en Slovénie, dans le cadre d'un vaste plan d'expansion de ses capacités. Les places du fonds étaient monopolisées par la défensive Swisscom (-1,6%), le logisticien Kühne+Nagel (-1,5%) et le réassureur Swiss Re (-1,2%), sans indications particulières.

Sur le marché élargi, l'agrégateur d'offres de voyages Lastminute.com (+2,8%) a engagé une restructuration drastique, combinant investissements dans l'intelligence artificielle et suppression d'un quart de ses effectifs. Le concepteur de substituts osseux Kuros (-3,6%) peinait à séduire avec des perspectives de croissance et de rentabilité reconduites à l'occasion de sa journée pour investisseurs.

Agence

Lastminute profite de sa restructuration

DANS L'ATTENTE DE LA FED ET DE PRÉCISIONS SUR L'AXE WASHINGTON-TÉHÉRAN

La Bourse de Milan marque le pas après ses records

Ouverture sans direction claire pour Piazza Affari, qui reprend son souffle après ses récents sommets, à l'instar de la prudence observée sur les autres places européennes. Les investisseurs restent sur la réserve, dans l'attente de précisions concernant l'accord préliminaire entre les États-Unis et l'Iran. L'attention des opérateurs se porte également sur la réunion de la Réserve fédérale (Fed) ce soir, la première sous la direction de Kevin Warsh, à l'issue de laquelle aucun changement de taux n'est attendu. La conférence de presse du nouveau patron de la banque centrale américaine sera l'occasion de cerner son empreinte sur la politique monétaire des États-Unis, entre les pressions de Donald Trump pour un assouplissement du loyer de l'argent et un contexte macroéconomique où la solidité de l'emploi et la poussée de l'inflation plaideraient plutôt pour une hausse des taux.

À 9 h 40, l'indice FTSE MIB recule légèrement.

ment de 0,2 %, pesé par les valeurs énergétiques et cycliques, mais soutenu une nouvelle fois par le secteur bancaire. Parmi les banques, UNICREDIT progresse de 1,2 % après avoir atteint 42,4 % du capital de Commerzbank hier, au dernier jour de son offre publique d'échange (OPE). BANCO BPM affiche une tendance similaire après avoir entamé hier, au sein de son conseil d'administration, une réflexion sur les options possibles pour contrer l'offre de 30,6 milliards d'euros lancée par INTESA (-0,7 %) sur MPS (-1,1 %), avec l'implication d'UNIPOL (+0,1 %). Dans le sillage du repli des cours du brut, ENI cède 1,8 %. Faiblesse également pour les services aux collectivités (utilities) et pour STELLANTIS, qui chute de 1,9 % après l'avertissement sur résultats (profit warning) de BMW. DIASORIN perd 1,3 % suite à l'abaissement de sa recommandation à « vendre » par Deutsche Bank.

R I.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 17 Juin 2026
Valeur : 19 Juin 2026

BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	132.8950	132.9100
1	EUR EURO	154.2645	154.2952
1	GBP POUND STERLING	178.2868	178.4027
100	JPY JAPANESE YEN	82.9298	82.9599
1	CNY CHINESE YUAN	19.6646	19.6691
1	CHF SWISS FRANC	167.9027	167.9853
1	CAD CANADIAN DOLLAR	94.9182	94.9493
1	DKK DANISH KRONE	20.6349	20.6414
1	SEK SWEDISH KRONA	14.1829	14.1871
1	NOK NORWEGIAN KRONE	14.0074	14.0115
1	AED UAE DIRHAM	36.1855	36.1916
1	SAR SAUDI RIYAL	35.4113	35.4172
1	KWD KUWAITI DINAR	432.8827	433.0727
1	TND TUNISIAN DINAR	45.2003	45.6546
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	14.3742	14.3758
1	LYD LIBYAN DINAR	20.8414	20.9482
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.3174	3.3277
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	181.7275	181.7275

POINT-MARCHÉS

L'Europe marque le pas

Les places européennes commencent à s'essouffler après leur récent rallye haussier et ne s'éloignent pas beaucoup de leur point d'équilibre. Après 1h30 de cotation, le CAC 40 s'affiche en légère progression de 0,11%, à 8 457 points. Le marché parisien vient d'enchaîner quatre séances consécutives de hausse, une série inédite depuis la fin novembre 2025, pour un gain cumulé de 3,50%. Ailleurs en Europe, le DAX 40 recule de 0,35%, et le FTSE 100 est en petite baisse de 0,15%. Les grands indices du Vieux

Continent profitent donc de ce début de séance pour procéder à une consolidation horizontale après leur récente hausse liée à l'accord-cadre trouvé entre l'Iran et les Etats-Unis, qui a notamment permis aux cours de l'or noir de revenir sur leurs niveaux de début mars, juste après le début du conflit. Ce matin, le pétrole est encore en baisse, -0,59%, à 78,93 dollars pour le Brent à Londres et -1%, à 75,80 pour le WTI à New York. Les investisseurs espèrent désormais une réouverture rapide du détroit d'Ormuz et une reprise du trafic maritime afin de

limiter les pressions inflationnistes et les inquiétudes sur des resserrlements monétaires. Aujourd'hui, il sera question de politique monétaire avec la décision, dans la soirée, de la Réserve fédérale sur ses taux. La Fed devrait observer un statu quo pour le premier FOMC de son nouveau président Kevin Warsh, dont la conférence de presse devrait être un peu plus suivie que d'habitude. En attendant, sur le marché des devises, l'euro est en très léger repli face au billet vert (-0,07%) et se négocie contre 1,1602 dollar.

Quelques statistiques à surveiller

Les investisseurs se concentreront à 11h sur les données de l'inflation dans la zone euro du mois de mai. Elle est attendue en hausse de 0,1% et de 3,2% en rythme annuel. Dans l'après-midi, il faudra surveiller aux Etats-Unis les ventes au détail, les promesses de ventes de logements et les stocks de pétrole.

Du côté des valeurs

Dans l'actualité des entreprises, Orange signe la plus forte baisse

du CAC 40 avec un repli de 3,60%. Barclays a repris le suivi du titre avec une opinion à pondération en ligne et une cible de cours de 17 euros. En revanche, dans le rouge, Medincell chute de 12,06%, la société a publié des résultats annuels en nette baisse. Ailleurs en Europe, la séance est également compliquée pour BMW qui trébuche de 6,29%. Hier soir, le constructeur automobile allemand a révisé à la baisse certaines de ses prévisions financières en coupant notamment de moitié son objectif de marge.

R I.

FRANCE

La Banque de France sabre drastiquement ses prévisions de croissance pour 2026

En raison d'une mauvaise surprise au premier trimestre et de prix de l'énergie plus élevé que prévu, la Banque de France ne table plus que sur une croissance de 0,5% en 2026. L'inflation, elle, devrait s'établir à 2,5% en moyenne sur l'année. Nouvelle douche froide pour l'économie française. Après une contraction inattendue de l'activité (-0,1%) au premier trimestre, le PIB tricolore peine toujours à redécoller.

Synthèse Rédaction Internationale

Dans ses nouvelles prévisions publiées ce mardi, la Banque de France anticipe une croissance nulle au deuxième trimestre: "Le mois de mai n'a pas été un bon mois pour l'économie française. La progression de l'activité en mai a nettement ralenti dans l'industrie", détaille Xavier Debrun, chef économiste de la Banque de France, évoquant notamment l'impact plus fort que prévu de la hausse des prix énergétiques depuis le début du conflit au Moyen-Orient.

Autant de mauvaises surprises qui conduisent l'institution à réviser en nette baisse sa prévision de croissance pour 2026, laquelle tombe à +0,5%, contre +0,9% attendu jusqu'alors. "Ce



qui va contribuer le plus à la croissance en 2026 c'est le commerce extérieur, le reste est relativement atone, notam-

ment la consommation des ménages qui est assez ralentie (+0,2%)", observe Xavier Debrun.

Un rebond attendu en 2027

Ces prévisions correspondent à un "scénario de base" dans lequel les prix du pétrole et du gaz s'établiraient respectivement en moyenne sur l'année à 83 dollars le baril et à 46 euros le mégawattheure. Mais si les répercussions de la guerre en Iran ne se dissipent pas rapidement et que les prix énergétiques restaient durablement élevés, la croissance française pourrait être de 0% sur l'année, selon le scénario le plus défavorable imaginé par la Banque de France.

MEXIQUE

Le ministre des Finances estime que l'économie pourrait dépasser les prévisions de l'OCDE

Le ministre des Finances du Mexique, Edgar Amador Zamora, a déclaré que l'économie du pays pourrait dépasser la dernière projection de croissance de l'OCDE, en s'appuyant sur une hausse prévue de l'investissement public et sur les mesures gouvernementales visant à maîtriser l'inflation. L'OCDE prévoit une croissance de 0,8% de l'économie mexicaine en 2026 et de 1,8% en 2027. L'organisation a averti que les droits de douane commer-

ciaux, le ralentissement de la croissance américaine, l'incertitude mondiale et la consolidation budgétaire limitant l'investissement public freineraient la croissance.

Amador a confié au journal *Milenio*, dans un entretien, que les prévisions plus faibles concernaient plusieurs pays et reflétaient les effets plus larges de la hausse des coûts énergétiques liée aux conflits géopolitiques. Le gouvernement a préparé un plan d'investissement dépassant

700 milliards de pesos (40,50 milliards\$) pour les prochains mois, a indiqué Amador. Ce plan est axé sur les infrastructures, notamment les routes, les ports et la production d'électricité, ce qui, selon lui, stimulera l'activité économique dès ce trimestre. Les perspectives pour l'Amérique latine de l'OCDE ont souligné que l'économie du Mexique s'était nettement affaiblie début 2026, l'investissement privé restant faible et les dépenses publiques limitées par les efforts de

réduction du déficit budgétaire. L'OCDE a indiqué que les perspectives de croissance du Mexique sont soumises à des incertitudes liées aux échanges commerciaux avec les États-Unis, précisant que les exportations hors secteurs tels que le matériel informatique seront probablement affectées par les droits de douane et le ralentissement de la demande américaine.

R. I.

EUROPE

Le Parlement européen rejette les coupes du projet de budget à long terme des États

Les eurodéputés ont qualifié le document d'« insuffisant » et critiqué les coupes proposées de 32,8 milliards d'euros. Comme le budget doit être approuvé par le Parlement, la pression monte pour parvenir à un accord d'ici fin 2026. Le Parlement européen a rejeté les coupes proposées dans le projet de cadre financier pluriannuel de l'Union européenne pour la période 2028-2034, ont indiqué mardi les eurodéputés Carla Tavares et Siegfried Mureşan lors d'une conférence de presse.

Les deux parlementaires chypriotes, qui président actuellement les négociations budgétaires entre les États membres, ont présenté la semaine dernière un texte de compromis prévoyant 32,8 milliards d'euros de

coupes dans le budget global de l'Union. Ces coupes constituent un compromis entre les pays qui réclamaient des réductions substantielles et ceux qui demandaient une hausse du budget alloué à l'agriculture et aux fonds régionaux.

Les divergences entre colégislateurs accentuent la pression sur un processus déjà difficile. L'UE veut conclure un accord d'ici fin 2026 afin d'éviter de prolonger les discussions en 2027, année électorale cruciale, et l'écart croissant entre les États membres et le Parlement remet ce calendrier en cause.

Selon le Parlement, les coupes proposées affaiblissent un budget déjà jugé insuffisant, le plan de 2 000 milliards d'euros présenté par la Commission européenne en juillet 2025 ayant déjà

été considéré comme insuffisant par les députés. « Le Parlement européen rejette fermement ces coupes », a déclaré Siegfried Mureşan lors de la conférence de presse de mardi. « Il s'oppose résolument à la proposition du Conseil de fixer les financements pour l'agriculture et la cohésion à un niveau encore inférieur au montant déjà insuffisant proposé par la Commission européenne. »

Dans sa proposition, le Parlement européen a demandé une augmentation de 10 % du budget. Les eurodéputés ont également réclamé d'exclure du calcul du budget le remboursement de Next Generation EU, l'instrument d'emprunt commun approuvé en 2020 pour amortir le choc économique de la pandémie de COVID-19.

R. I.

AVEC UNE PROGRESSION DE 3,5% AU PREMIER TRIMESTRE 2026

La Pologne pourrait devenir une des économies les plus influentes de l'UE

L'économie polonaise, qui a progressé de 3,5% en glissement annuel au premier trimestre 2026, pourrait rejoindre le "trio de tête" des plus influentes en Europe au cours des 10 prochaines années, a déclaré lundi le ministre polonais des Finances et de l'Économie.

Les récentes prévisions économiques de la Commission européenne pour 2026 classent la Pologne au deuxième rang des économies à la croissance la plus rapide de l'Union européenne, derrière Malte (3,7%). "L'économie polonaise reste parmi les leaders mondiaux en matière de croissance économique, portée par une forte demande intérieure", s'est félicité Andrzej Domanski sur X.

"La Pologne a une réelle chance de devenir l'une des trois économies de l'Europe les plus influentes au cours des 10 prochaines années", a-t-il dit aussi lors du Congrès européen de la Finance qui se tient lundi à Sopot (nord).

Selon lui, la Pologne est déjà l'une des six économies les plus fortes de l'Union européenne et participe aux travaux des pays du G20.

Depuis 2005, le pays enregistre une croissance annuelle moyenne de 3,7%, dépassant de loin celle l'Allemagne et de la France (1,1% pour les deux pays), selon les chiffres officiels de la Commission européenne.

Les données de l'UE confirment que la Pologne devance la plupart des États membres, le bloc affichant une moyenne de 1,1% de croissance annuelle, contre 3,5 % attendus cette année pour la Pologne, après 3,6 % en 2025.

Selon les données de 2024, l'Italie se classe au troisième rang derrière l'Allemagne et la France en termes de PIB en standard de pouvoir d'achat (SPA). La Pologne, pays de 37,7 millions d'habitants, se situe au quatrième rang et devrait doubler son SPA pour atteindre le niveau de l'Italie. Les prévisions de la Commission indiquent en outre que la consommation privée en Pologne devrait ralentir par rapport à 2025, car le taux d'inflation plus élevé et la hausse des prix de l'énergie devraient peser sur les dépenses des ménages jusqu'en 2027.

Agence

MERCOSUR Le Brésil annonce l'ouverture de négociations avec le Japon

Le Brésil, en tant que chef de file du bloc Mercosur a annoncé hier mardi l'ouverture de négociations avec le Japon pour un accord commercial avec ce bloc, selon un communiqué publié en marge du G7 par le ministère brésilien des Affaires étrangères.

Lula a rencontré mardi la Première ministre japonaise, Sanae Takaichi, lors du G7 en France au cours duquel le Brésil est pays invité.

"Sur la base de la volonté commune des partis, les deux dirigeants ont annoncé le lancement des négociations de l'Accord de partenariat économique entre le Mercosur et le Japon", selon le communiqué commun.

"Je suis très heureux face à cette perspective vertueuse d'un accord Japon-Mercosur", a déclaré Lula lors de la rencontre avec Mme Takaichi.

"J'espère qu'au prochain sommet du Mercosur, le 30 juin (au Paraguay) nous pourrions avoir de bonnes nouvelles", a-t-il ajouté.

Le gouvernement brésilien de Luiz Inácio Lula da Silva a cosigné en janvier l'accord du bloc sud-américain - Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay - avec l'Union européenne.

APS

IBM investit 10 Md\$ dans l'informatique quantique

En consacrant plusieurs milliards de dollars à la R&D, aux dépenses d'investissement, à la fabrication, aux partenariats et aux fusions-acquisitions, l'entreprise veut montrer qu'elle se donne les moyens d'arriver à une informatique quantique évolutive et tolérante aux pannes d'ici 2029.

Lors d'une allocution, Arvind Krishna, CEO d'IBM, a affirmé que « l'ère quantique n'est plus devant nous, elle a commencé ». Pour faire progresser et commercialiser cette technologie, IBM mobilise une enveloppe de 10 Md\$ au cours des cinq prochaines années. Ces fonds seront consacrés à la recherche et au développement, aux dépenses d'investissement, aux partenariats, à la fabrication ainsi qu'aux fusions et acquisitions, selon un communiqué et un document déposé auprès de la SEC.

« Le montant de l'investissement est assez significatif » a reconnu Heather West, analyste chez IDC. Elle ajoute que « c'est un signal clair : pour faire réellement progresser la technologie à un rythme soutenu et parvenir à ces systèmes de plus grande envergure, il faut investir davantage dans la technologie elle-même. Si les États-Unis veulent garder une longueur d'avance et conserver leur leadership, ce niveau de financement doit être assuré, que ce soit par le secteur public ou privé, ou une combinaison des deux. ».

Un marché estimé à 850 Md\$

L'annonce d'IBM fait suite à un investissement de 2 Md\$ dans une nouvelle fonderie de wafer quantiques, Anderton, dont 1 Md\$ provient de Big Blue et l'autre milliard du gouvernement américain. Avec ces différentes initiatives, les analystes estiment que l'action de la société va progresser. Elle devrait atteindre 350 dollars prédictif l'analyste de Barclays Raimo Lenschow et que la quantique constitue « le prochain chapitre » de la vie de l'entreprise. Citi a relevé son objectif de 285 à 375 dollars, estimant que l'action d'IBM était « sous-évaluée » et soulignant son exposition potentielle à un marché quantique de 850 milliards de dollars soutenu par le gouvernement fédéral, selon certains rapports.

« Ces annonces ne modifient pas le calendrier quantique présenté par IBM », a précisé Heather West. La société avait déjà indiqué viser 2029 pour l'informatique quantique tolérante aux pannes. « Ce que l'on voit aujourd'hui, c'est l'aspect financier, qui vient étayer le parcours de recherche suivi par l'entreprise », a noté l'analyste. « IBM affiche un bilan presque inégalé en matière de respect de sa feuille de route », a fait remarquer pour sa part Mark Horvath, analyste chez Gartner. « Ces 10 milliards de dollars représentent un investissement considérable », a-t-il ajouté. « C'est une avancée significative tant pour faire progresser leur base technologique que pour faire entrer leurs ordinateurs quantiques dans le courant dominant. »



Soutien à la fonderie Anderton d'IBM

IBM dispose déjà d'installations de fabrication dédiées à l'informatique quantique. Celles-ci serviront de base à une nouvelle société, une fonderie quantique spécialisée baptisée Anderton, qui fournira des wafers de 300 mm à plusieurs fournisseurs de technologies quantiques. Aucune date n'a encore été annoncée pour l'ouverture officielle de la fonderie, mais le site web est déjà en ligne, à l'adresse anderton.com. « Dans un premier temps, la société prendra en charge les qubits supraconducteurs et les wafers électroniques associées, mais l'objectif d'IBM est de s'étendre à d'autres types d'ordinateurs quantiques à l'avenir », comme l'avait annoncé la société en mai. Selon M. Horvath de Gartner, jusqu'à présent, les qubits supraconducteurs ont fait figure de plateforme d'informatique quantique la plus fiable, mais d'autres systèmes, telles que la photonique, les ions piégés et les atomes neutres, se révèlent également très prometteurs. On ne sait pas encore si le plan de 10 milliards de dollars d'IBM inclut l'investissement d'un milliard de dollars dans Anderton ou s'il s'ajoute à celui-ci. Au moment de la publication, IBM n'avait pas répondu aux demandes de commentaires. Parallèlement, le gouvernement américain s'associe également à d'autres entreprises du secteur de l'informatique quantique. Celui-ci investira un peu plus de 2 milliards de dollars dans neuf entreprises liées à cette technologie, selon une annonce du département du Commerce fin mai. La plus grande partie de cet investissement, soit 1 milliard de dollars, est affectée à IBM pour la création de sa fonderie quantique. 375 millions de dollars supplémentaires seront versés à GlobalFoundries pour la construction d'une fonderie quantique destinée à différents types d'ordinateurs

quantiques, notamment les ordinateurs à supraconductivité, à ions piégés, photoniques, topologiques et à spin de silicium. Six autres entreprises du secteur quantique, à savoir Atom Computing, D-Wave, Infleqtion, PsiQuantum, Quantinuum et Rigetti, recevront chacune 100 millions de dollars. Une septième, Dirac, recevra quant à elle jusqu'à 38 millions de dollars. En contrepartie, l'administration américaine détiendra une participation minoritaire sans contrôle dans ces entreprises, précise le communiqué. « IBM a les moyens d'investir des milliards dans l'informatique quantique, ce qui n'est pas le cas des start-ups qui dépendent fortement de financements extérieurs », a déclaré Heather West d'IDC.

SpaceX veut se passer des médias financiers et publier ses chiffres directement sur X

On ne fait jamais rien comme les autres chez Elon Musk. Un constat que l'on peut à nouveau dresser pour son entreprise SpaceX. Voilà même pas une semaine que SpaceX est dorénavant coté en Bourse, et pourtant c'est déjà l'événement de l'année. On a en effet vu à la suite de cette arrivée sur le marché Elon Musk devenir le tout premier milliardaire de l'histoire, tandis que l'entreprise d'IA et d'aéronautique annonçait hier effectuer une opération valorisée à 60 milliards de dollars. Et pour continuer cette suite de moments inédits, voilà que SpaceX change les règles de communication financière.

SpaceX publiera dorénavant ses résultats sur son site web et sur X

Dans le monde des grandes entreprises, on passe habituellement par des agences de presses spécialisées, comme Business Wire ou PR Newswire (dans la sphère anglo-saxonne) pour annoncer ses résultats financiers. Chez SpaceX, on fera désormais autrement, selon une information communiquée par Reuters. Le géant qui fait la fortune d'Elon Musk publiera à l'avenir ses résultats trimestriels et annuels, ainsi que d'autres types de documentations, directement sur son site web, ainsi que sur la plateforme d'Elon Musk, le réseau social X.

Une capitalisation folle de déjà 2 660 milliards de dollars !

SpaceX a annoncé qu'elle « encourageait les acteurs du monde de l'investissement, les médias et toute autre personne intéressée à suivre » la page « Relation avec les investisseurs » du site web ou le compte X de SpaceX. Et nul doute que beaucoup suivront cette recommandation vu les premiers résultats de l'entreprise.

En effet, l'action est coté à un peu plus de 200 dollars, quand elle a commencé son aventure en Bourse vendredi dernier à un prix de 135 dollars. À cette heure, avec un tel niveau de l'action, SpaceX est valorisée tout simplement à 2 660 milliards de dollars, et a même frôlé à un moment les 3 000 milliards de dollars de capitalisation. Elle est ainsi déjà en lutte avec Amazon pour la place de cinquième entreprise à la plus grande capitalisation dans le monde.

AMD rachète Mext pour mieux exploiter la mémoire

En finalisant l'acquisition de cette start-up spécialisée dans l'optimisation de l'usage de la RAM et de la NAND flash utilisées dans les serveurs dédiés à l'IA, le fournisseur de Santa Clara tente de pallier à l'explosion des tarifs sur le marché des semi-conducteurs. La jeune pousse a conçu un algorithme prédictif basé sur l'IA,

baptisé Mext Predictive Memory Engine, qui déplace automatiquement les données peu sollicitées de la DRAM vers un stockage NAND flash jusqu'à 50 fois moins coûteux, puis les rapatrie de façon proactive dans la DRAM avant qu'une application en ait besoin – et, ce, en limitant les pertes de performance. AMD, qui intégrera cette technologie à l'en-

semble de son portefeuille data-center, explique que cette approche permet de multiplier de deux à quatre la capacité mémoire utilisable sur les serveurs existants. L'équipe d'ingénieurs de Mext, experte en architectures mémoire et en infrastructure logicielle, rejoint également les effectifs du fournisseur de puces.

Cisco corrige une faille dans Catalyst SD-Wan Manager

Une faille dans l'interface utilisateur Web de Cisco Catalyst SD-WAN Manager, anciennement SD-WAN vManage, pourrait permettre à un attaquant distant authentifié

de créer un fichier ou de remplacer n'importe quel fichier sur le système de fichiers d'un système affecté. Cette vulnérabilité (CVE-2026-20262, score CVSS 6,5) est due au fait que le logi-

ciel concerné ne valide pas correctement les données fournies par l'utilisateur lors d'un processus de téléchargement de fichier. Un correctif a été publié par Cisco.

Microsoft se tourne vers AWS pour aider GitHub

Selon Business Insider, citant des sources proches du dossier, la firme de Redmond aurait sollicité son principal concurrent dans le cloud pour résoudre les problèmes de capacité de GitHub, sa filiale rachetée en 2018. Le développement des fonctionna-

lités IA met à rude épreuve les ressources de calcul. Le nombre de commits sur le site de partage de code a explosé pour atteindre 14 milliards en 2026 contre 1 milliard en 2025. GitHub dispose de ces propres infrastructures, mais Microsoft prévoyait de migrer l'ensemble

de la plateforme sur Azure d'ici 2027. Interrogé sur le recours à AWS, un porte-parole de Microsoft a confirmé que GitHub fait appel à plusieurs fournisseurs de cloud, mais a refusé de commenter l'implication d'Amazon.

LES IMAGES SATELLITES SONT FORMELLES

L'usine Tesla au Texas est un colosse si gigantesque qu'il défie toute logique

Les panneaux solaires installés sur son toit dessinent le mot « Tesla » et sont parfaitement visibles depuis l'espace. Ce qui n'était encore qu'un terrain vierge en 2003 est devenu, vingt-deux ans plus tard, l'un des complexes industriels les plus avancés de la planète grâce à un niveau d'intégration verticale rarement atteint. Bienvenue à la Gigafactory Texas de Tesla.



Le site de la Gigafactory Tesla s'étend sur près de 1 000 hectares le long du fleuve Colorado, au Texas. Lors de son inauguration, Elon Musk avait d'ailleurs affirmé que si le bâtiment était placé à la verticale, il dépasserait la hauteur du Burj Khalifa, le plus haut gratte-ciel du monde.

Sa taille est telle que l'installation photovoltaïque qui recouvre son toit peut être observée depuis l'espace. Et selon Elon Musk, ce n'est encore qu'un début.

Une usine dont la taille rivalise avec celle d'une petite ville

Le bâtiment principal mesure environ 1,2 kilomètre de long pour 365 mètres de large. Une surface équivalente à près de 100 terrains de football américain. À cette échelle, la comparaison avec une petite ville n'a rien d'exagéré. Avec plus de 929 000 mètres carrés regroupés dans une seule structure monolithique continue, il figure parmi les plus grands bâtiments industriels du monde, aussi bien par sa superficie que par son volume. Cette immensité est d'ailleurs visible depuis l'orbite terrestre. Le satellite Sentinel-2 de l'Agence spatiale européenne, chargé notamment de cartographier les évolutions environnementales de la planète, a photographié le site. Sur les images, les panneaux solaires formant le nom « Tesla » apparaissent clairement.

À l'intérieur de la Gigafactory Texas, une véritable ville industrielle

Contrairement aux usines automobiles traditionnelles qui répartissent les opérations entre plusieurs bâtiments distincts dédiés à l'emboutissage, à la peinture ou à l'assemblage, la Gigafactory Texas fonctionne comme un immense bloc intégré. Les matières premières, qu'il s'agisse de bobines d'acier ou d'aluminium, entrent d'un côté du bâtiment. Les véhicules entièrement assemblés ressortent de l'autre. C'est ici que Tesla produit le Model Y, qui



demeure depuis plusieurs années la voiture électrique la plus vendue au monde. L'usine accueille également la fabrication du Cybertruck, dont le succès commercial reste beaucoup plus limité, ainsi que le développement du Robotaxi, également connu sous le nom de Cybercab. Le site abrite aussi les célèbres Giga Press fournies par l'entreprise italienne Idra. Ces gigantesques machines de moulage sous pression développent une force de fermeture comprise entre 6 000 et 9 000 tonnes. Elles permettent de remplacer de nombreux composants du châssis avant et arrière par seulement deux énormes pièces d'aluminium moulé, simplifiant considérablement la structure du véhicule et libérant un espace précieux.

La Gigafactory Texas ne se contente pas d'assembler des voitures. Elle traite également ses propres matériaux pour batteries. En raffinant le lithium sur place et en fabriquant les cellules 4680 sous le même toit, Tesla regroupe des opérations qui nécessitaient auparavant des chaînes logistiques traversant plusieurs continents. L'ampleur du complexe transforme cependant les déplacements internes en véritable défi logistique. Pour éviter que les employés ne perdent jusqu'à 30 minutes de leur journée simplement en traversant le site à pied, Tesla a mis en place un système de mobilité interne reposant sur des vélos, des tricycles, des voiturettes de golf modifiées ainsi que des véhicules utilitaires légers de type buggy.

Les Segway et les trottinettes électriques sont quant à eux réservés aux superviseurs. Le complexe comprend également de nombreuses zones de repos, des espaces de restauration, des kiosques à café et des sanitaires répartis stratégiquement à proximité des différentes lignes de production.

Elon Musk veut transformer Giga Texas en un écosystème industriel autonome

Les ambitions du patron de Tesla dépassent largement la simple fabrication de voitures électriques. Son objectif affiché consiste à créer un « écosystème indépendant », capable de fonctionner de manière largement autonome sur les plans industriel, technologique et énergétique. Pour y parvenir, Tesla prévoit notamment une extension de plus de 480 000 mètres carrés consacrée à la recherche et à la fabrication de ses propres puces électroniques de pointe gravées en 2 nanomètres.

Plus récemment, Elon Musk a déposé une demande d'autorisation pour lancer dès 2027 le « Tesla Terafab North Campus ». Ce projet de fabrication de semi-conducteurs, mené conjointement par Tesla, SpaceX et xAI, représenterait un investissement compris entre 20 et 25 milliards de dollars.

À lui seul, ce nouveau campus ajouterait plus de 483 000 m² carrés de surfaces construites supplémentaires à la Gigafactory Texas. Mais les ambitions du milliardaire ne s'arrêtent pas là. Depuis plusieurs années, il évoque la création d'un véritable « paradis écologique » autour du site industriel.

Le projet comprendrait des éco-parcs, des pistes cyclables, un accès direct au fleuve Colorado, 53 zones humides agrandies pour améliorer la prévention des inondations, huit corridors destinés à la faune sauvage ainsi qu'un système de drainage s'étendant sur 22 kilomètres à l'intérieur même du complexe.

Un effet d'aimant économique spectaculaire autour d'Austin

L'implantation de la Gigafactory Texas provoque déjà des transformations profondes dans toute la région. Le corridor industriel reliant Austin à San Antonio se développe à une vitesse impressionnante. Des dizaines de grandes entreprises choisissent désormais de s'installer à proximité du site afin de profiter de cet écosystème industriel en pleine expansion. Des territoires historiquement ruraux et relativement modestes connaissent aujourd'hui une véritable explosion immobilière. Ce qui n'était autrefois qu'une périphérie peu développée d'Austin devient progressivement l'un des pôles technologiques et industriels les plus dynamiques des États-Unis.

À l'image de son usine, Tesla semble voir toujours plus grand. Et si la Gigafactory Texas impressionne déjà depuis le sol, elle est désormais suffisamment vaste pour attirer l'attention depuis l'espace.

PÉTROLE

Le Brent à 79,04 dollars le baril

Les cours du pétrole étaient stables mercredi, en cours d'échanges européens, dans un marché réagissant aux derniers développements géopolitiques. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en août, grappillait 0,10%, à 79,04 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en juillet, lâchait tout juste 0,03% à 76,03 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Jeudi 18 juin 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

ACCIDENTS DE LA ROUTE

39 morts et 1925 blessés en une semaine

Trente-neuf (39) personnes sont décédées et 1925 autres ont été blessées dans 1564 accidents de la circulation survenus durant la période du 7 au 13 juin à travers le territoire national, indique mercredi un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'Annaba avec 4 morts et 47 blessés dans 41 accidents de la circulation, précise la même source. Par ailleurs, les secours de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 2192 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés au niveau des wilayas d'Alger (148 incendies), Constantine (95) et Sétif (88).

RAPPORT

Les corridors africains, un levier pour la sécurité alimentaire et l'investissement

Dans un rapport publié en 2026, l'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD), en partenariat avec le Centre européen de gestion des politiques de développement (ECDPM), plaide pour une nouvelle approche du développement économique du continent fondée sur l'intégration des politiques agricoles, commerciales, climatiques et infrastructurelles autour de grands corridors transfrontaliers africains.

Le document part d'un constat préoccupant : malgré un potentiel agricole considérable, l'Afrique demeure confrontée à une forte insécurité alimentaire, une faible productivité agricole et une dépendance croissante aux importations alimentaires. La productivité agricole du continent reste inférieure d'environ 60 % à la moyenne mondiale, tandis que près de 65 % des terres cultivables sont dégradées. Les importations alimentaires africaines pourraient ainsi atteindre 110 milliards de dollars par an à l'horizon 2030.

Selon les auteurs, ces difficultés résultent en grande partie d'un manque de coordination entre les politiques agricoles, les stratégies climatiques, les infrastructures de transport et les mécanismes de facilitation du commerce. Cette fragmentation limite les investissements productifs et freine l'intégration des marchés régionaux. Le rapport souligne que les infrastructures de transport et de logistique jouent un rôle central dans la circulation des produits agricoles. Des coûts élevés de transport, des procédures fronta-

lières complexes et des barrières non tarifaires réduisent la compétitivité des producteurs africains et augmentent les pertes post-récolte. Dans ce contexte, les corridors économiques apparaissent comme des plateformes stratégiques permettant de relier les zones de production, les centres de transformation et les marchés de consommation.

Les experts mettent particulièrement en avant trois corridors prioritaires. Le Corridor Nord, reliant le port de Mombasa aux pays de l'Afrique de l'Est, pourrait favoriser le développement d'une industrie régionale d'engrais verts et soutenir la transition vers une agriculture plus productive et plus résiliente au changement climatique. Le Corridor de Lobito, reliant l'Angola, la Zambie et la République démocratique du Congo, offre des perspectives de diversification économique en intégrant davantage les chaînes de valeur agroalimentaires aux investissements actuellement concentrés sur les ressources minières. Quant au Corridor Abidjan-Lagos, il constitue un espace privilégié pour accompagner l'urbanisation rapide de l'Afrique de l'Ouest et renforcer les échanges alimentaires régionaux. Le rapport insiste également sur le potentiel de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), qui pourrait stimuler les investissements agricoles en élargissant les marchés et en réduisant les coûts des échanges. Toutefois, les auteurs rappellent que la suppression des droits de douane ne suffira pas. La levée des obstacles non tarifaires, l'harmonisation des normes sani-

taires et phytosanitaires ainsi que l'amélioration des infrastructures logistiques demeurent des conditions essentielles à la réussite de l'intégration commerciale africaine.

L'étude met en lumière l'importance croissante des marchés urbains africains. Entre 1990 et 2023, la population urbaine du continent a plus que triplé pour atteindre plus de 500 millions d'habitants. Aujourd'hui, le marché alimentaire urbain africain représente un débouché bien plus important que les exportations agricoles vers l'extérieur du continent, ce qui renforce l'intérêt d'investir dans les chaînes de valeur régionales. Les auteurs recommandent enfin d'adopter une approche fondée sur l'analyse de l'économie politique afin d'identifier les intérêts des différents acteurs publics et privés impliqués dans les projets de corridors. Cette démarche vise à améliorer la faisabilité des investissements et à favoriser la constitution de coalitions capables de soutenir les réformes nécessaires.

En conclusion, AUDA-NEPAD considère les corridors africains non plus comme de simples axes de transport, mais comme de véritables plateformes de développement intégrées. En associant infrastructures, agriculture, commerce et action climatique, ces corridors pourraient devenir des moteurs de transformation économique, de sécurité alimentaire et de résilience climatique à l'échelle du continent.

Synthèse R.E.

Chronique Eco d'Anouar El Andaloussi

Energie, IA et géopolitique

L'avènement de l'IA a été l'évènement majeur de ce début du 21ème siècle. Il est comparé à celui de l'internet à la fin du siècle dernier ; c'est à dire une révolution technologique globale, impactant à la fois l'économie et la société, en particulier les systèmes éducatifs, la RD, la santé et même les relations interpersonnelles et institutionnelles. L'IA n'a pas que des aspects positifs, qui sont nombreux, elle a aussi des aspects moins positifs comme la consommation de l'énergie et les impacts sur les valeurs sociales, l'éthique et de manière générale la vie privée des personnes. L'IA structure la pensée, les institutions, les systèmes productifs ; elle est au centre de toutes les stratégies, nationales ou d'entreprise. Ceux qui élaborent ces stratégies accordent peu d'importance au facteur « énergie » ; ceci est encore plus vrai dans les pays dotés de ressources énergétiques abondantes.

Aujourd'hui, on ne peut plus parler d'IA comme seulement une technologie ou comme système complexe de traitement des données, elle est devenue une infrastructure stratégique comme le pétrole ou le gaz ou l'uranium, ou même l'agriculture, indispensable pour le fonctionnement de tous les systèmes de la vie

économique et sociale. Comme système complexe, elle est grande consommatrice d'énergie (l'électricité). Celui qui a l'électricité gagne la bataille de l'IA. L'avantage des USA n'est pas seulement dans la technologie du calcul massif et plateformes informatiques et internet, ils sont aussi grands producteurs d'énergie. La Chine avance sur la technologie des données, mais demeure handicapée par l'énergie, c'est pourquoi elle investit dans le renouvelable et le nucléaire. La France joue sa carte nucléaire et attire des investisseurs IA de références. Les sites alimentés en énergies disponibles et bon marché sont très demandés ; l'électricité devient un facteur critique pour le développement IA. D'ailleurs maintenant l'électricité et l'IA ont fusionné. L'embargo américain sur les puces Nvidia à destination de la Chine procède de cette compétition internationale entre les deux pays. Une puce Nvidia GPU c'est 700W.

Des blocs commencent à se structurer : le bloc US (investissements projetés 1500 Mds \$) autour de Nvidia, Open AI, Microsoft, Google et avec l'appui des centrales électriques au Gaz ou nucléaires. Le bloc Chine (600 Mds \$) autour de Huawei, Alibaba..., adossé au charbon et nucléaire. Le Bloc

UE/France+ investisseurs internationaux (500 Mds \$) attirés par l'énergie nucléaire française. Le bloc des pays du Golf : les EAU (700 Mds \$) et l'Arabie Saoudite (600 Mds \$) achètent des Datacenters à tour de bras grâce à une disponibilité de l'énergie à bas prix et surtout aux capitaux du pétrole. Chacun de ces blocs cherche à se positionner avantageusement sur le segment IA. De nouvelles reconfigurations géopolitiques émergeront dans les années à venir sur la base de l'énergie électrique et de la technologie des données. Le rapprochement de la Chine (technologie) avec la Russie (énergie) est en préparation, de même l'alliance entre l'Inde (potentiel humain hautement qualifié) et les EAU (énergie) est en voie de constitution. Celui qui a l'énergie a au moins un facteur clé pour réussir l'IA, et celui qui contrôle l'IA dominera l'économie à partir de 2030.

Pour l'Algérie, le Binôme de succès Electricité+ IA est une vraie opportunité pour le développement économique. Disposant de grands potentiels en Gaz et en Solaire, l'Algérie doit utiliser ce facteur pour attirer les investisseurs en IA et la construction de Datacenters. Sa proximité avec l'Europe est un autre atout pour valoriser son gaz

et son soleil en les transformant en électricité pour les besoins de l'IA en Europe. Un plan stratégique autour de ces deux dimensions (énergie et IA) doit être mis en place pour opérer une véritable révolution industrielle visant l'objectif d'une diversification intelligente et de qualité et sortir des sentiers battus : pompez des hydrocarbures, les vendre sur le marché international (prix volatile) et consommer la rente dans les biens et services finals. Cette démarche n'a aucune vertu de croissance ou de diversification. L'Algérie doit, et sans délai, s'engager dans des partenariats internationaux solides et ambitieux dans le domaine de l'IA ; mais au préalable, il faut investir massivement dans les infrastructures énergie et IA pour attirer les bons investisseurs technologiques. Ainsi le Bloc Algérie + Investisseurs, qui sera orienté sur l'Afrique et la méditerranée, complètera la liste des blocs cités plus haut. Être un acteur de la géopolitique ne peut se résumer à une déclaration, ou même une diplomatie active ; la voix portera plus lorsqu'elle est soutenue par des supports concrets, économiques, technologiques et même démographiques.